

IMPOSONS



L'INTERDICTION DES LICENCIEMENTS!



REGARDS

**L'Algérie et la
guerre au Mali**

Entretien avec Nadir
Djermoune, membre de la
direction nationale du PST
d'Algérie.

Page 2

PREMIER PLAN

**Droit de vote des
étrangers: trop de
racisme en France**

Page 3



INTERNATIONAL

**Égypte: Morsi de
plus en plus isolé**

Page 5

ACTU



**Crise économique:
derrière les grandes
déclarations**

Page 8

L'annonce du projet de fermeture de l'usine Goodyear d'Amiens-Nord est une nouvelle démonstration de la volonté du patronat de poursuivre la liquidation de milliers d'emplois pour satisfaire la rapacité des actionnaires. C'est d'un nouveau massacre social dont il s'agit ici: la liquidation de 1 200 emplois dans l'usine, soit aux alentours de 5 000 suppressions d'emplois dans l'ensemble de la région.

Depuis 6 ans, à l'initiative du syndicat CGT largement majoritaire dans l'usine, les salariéEs de Goodyear se sont battuEs tant pour la défense des conditions de travail que contre les suppressions d'emplois. Ces 6 années de combat des Goodyear sont la démonstration pratique de la profonde nocivité de l'Accord national interprofessionnel (ANI) - signé par le Medef et les syndicats CFDT, CGC et CFTC - bientôt proposé à la ratification du Parlement.

En 2007, la direction proposait un accord échangeant travail en continu, 24 h/24 par 4 équipes tournantes, avec 450 puis 800 suppressions d'emplois, contre un investissement de 52 millions d'euros seulement si les conditions étaient acceptées. En 2009, la direction annonce un projet de suppression des deux tiers des emplois et une cession du tiers restant à Titan. Combinant mobilisations et batailles juridiques, l'équipe CGT n'a jamais cessé de proposer parallèlement des alternatives industrielles préservant

SUITE PAGE 2



Agenda

9 février, manifestation contre l'intervention française au Mali, Paris. RV à 15 heures devant le siège d'Areva, 33 rue la Fayette, Paris 9^e, métro Le Pelletier ou Notre-Dame-de-Lorette.

9 février, colloque-débat «Sous les masques du racisme anti-Blancs», Paris. À l'initiative des adhérents de différents comités du MRAP. Avec entre autres Stéphane Beaud, Rokhaya Diallo, Alain Gresh et Saïd Bouamama. De 9h30 à 17h au Cinéma La Clef, 21 rue de la Clef Paris 5^e.

Du 16 février au 3 mars, semaine anticoloniale et antiraciste.

★ **16-17 février** : salon anticolonial à la Bellevilloise, 21 rue Boyer Paris 20^e.

★ **1^{er} mars** : concert de ZEP + Skälpel 1^{re} ligne, à la Parole Errante à Montreuil.

★ **2 mars** : marche contre le racisme et le colonialisme, départ à 14 heures de Barbès.

Le programme complet sur : www.anticolonial.net



● ● ● SUITE DE LA PAGE 1



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

la totalité des emplois pendant que la direction du groupe refusait de donner le moindre détail sur ses projets. Autant de batailles qui seraient rendues pratiquement impossibles si l'accord scélérat était validé.

Leurs violences

C'est bien cette opposition radicale qui suscite la vague de violentes critiques déversées conjointement depuis quelques jours sur les équipes syndicales de PSA Aulnay et Goodyear. Le Premier ministre Ayrault, le ministre de la liquidation de l'emploi Montebourg, et Laurent Berger le digne successeur de Notat et Chérèque comme secrétaire de général de la CFDT, se répandent dans les médias pour défendre l'ANI liquidateur des droits

des salariéEs et stigmatiser les équipes syndicales qui luttent contre la fermeture d'usines. Là-même où Hollande ou Montebourg s'étaient engagés à défendre les emplois pendant la campagne électorale.

Les éternels chiens de garde de la presse font semblant de découvrir que celui-ci est militant de Lutte ouvrière, que celui-là est militant du Parti communiste et suggère que le NPA participe à la préparation de violences à l'occasion du rassemblement au siège de Goodyear mardi 12 février¹. Un sérieux coup de main pour justifier la poursuite de la criminalisation des luttes, avec la convocation chez les flics de Valls de cinq militants de PSA Aulnay et de cinq autres à des entretiens préalables en vue de licenciement.

La violence des attaques du patronat contre l'emploi et les conditions de travail, le soutien sans conditions que lui apporte le gouvernement font, plus que jamais, des batailles pour la défense de l'emploi un enjeu politique décisif.

Construire notre riposte

Malgré le poids du chômage et des défaites des dernières années, les mobilisations se développent. PSA Aulnay, Goodyear, Sanofi, Virgin, Candia, Pilpa, Arcelor, Fralib, Petroplus : autant de noms d'entreprise qui résonnent comme autant de foyers de résistances aux vraies violences, celles des patrons couvertes par l'État et la « justice ». Le meeting du 24 janvier, les rassemblements du 27 à Paris ouvrent la voie à l'indispensable coordination des luttes.

Même si des désaccords existent, les revendications défendues par les salariéEs, les équipes militantes posent des questions politiques. Le champ couvert par les mots d'ordre d'interdiction des licenciements sont certes différents selon que la revendication vise les « bénéfiques », les « profits » ou les « licenciements boursiers ». Bien des nuances existent entre la réquisition, la nationalisation provisoire ou l'expropriation sans indemnisation et sous contrôle de salariéEs. Mais, dans tous les cas, le succès passe par la généralisation des mobilisations.

La dénonciation de l'accord sur la pseudo-sécurisation de l'emploi et la mobilisation pour empêcher sa validation doivent être un des moments de ce tous ensemble. Comme le crient ceux de PSA, « la grève est l'arme des travailleurs ». L'extension autour de celle des PSA, des débrayages à Renault, des jeudis de la colère des Sanofi est le pas décisif qu'il faut franchir. C'est cette arme qui seule peut changer le rapport de forces, qui seule peut asseoir une autre politique que celle du social-libéralisme, sinistre copie du sarkozysme.

Robert Pelletier

1. *Le Parisien* du 2 février 2013

regards

Propos recueillis par Cathy Billard

« Seule une politique garantissant les droits démocratiques et le développement social et culturel des populations maliennes serait urgente »

Entretien. Nadir Djermoune est membre de la direction nationale du Parti Socialiste des Travailleurs (PST) d'Algérie. Il représentait son parti au congrès du NPA.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Quelle est la position du PST sur l'intervention française au Mali ?
L'intervention militaire française au Mali a des odeurs colonialistes. Elle exprime la volonté du capitalisme français de maintenir ses intérêts dans cette région, en concurrence avec d'autres puissances impérialistes, notamment la Chine nouvelle venue dans cet univers. Elle n'est, en fait, qu'une suite des manœuvres de l'Otan et de la France en Libye en 2011 qui renforcent les dispositifs militaires mis en place par cette même France au Tchad, au Burkina Faso ou encore en Mauritanie. Le PST demeure contre toute intervention étrangère dans la vie politique interne des pays, dans le respect de leur souveraineté. Il dénonce cette intervention et considère que seule une politique garantissant les droits démocratiques et le développement social et culturel des populations maliennes serait urgente.

Comment analysez-vous l'alignement du pouvoir algérien sur l'intervention française ?

D'une manière presque clandestine vis-à-vis de la population, le pouvoir algérien se place en effet dans un soutien à cette intervention. Il a autorisé l'ouverture de son espace aérien aux avions militaires français et il a procédé à la fermeture des frontières avec le Mali. C'est une attitude qui constitue pour les Algériens et Algériennes épris de leur indépendance chèrement acquise une remise en cause de la souveraineté du pays. Bouteflika tente de placer l'Algérie dans une alliance avec les puissances impérialistes pour assurer la stabilité de son pouvoir et sa survie politique à la veille d'une élection présidentielle incertaine. Du coup, il installe l'économie algérienne dans le giron du libéralisme.

Quelle réaction dans l'opinion après In Amenas ?

L'épisode In Amenas légitime de fait l'intervention française au Mali, en mettant en avant le drapeau de la lutte contre le terrorisme islamiste. Il augmente en même

temps les pressions sur l'Algérie pour l'impliquer davantage, sur le plan militaire et financier, dans cette escalade de reconquête coloniale. L'intervention militaire de l'ANP pour libérer les otages d'In Amenas est perçue par la population comme une réaction souverainiste minimum face aux injonctions et aux ingérences intolérables des forces impérialistes. Le régime algérien surfe sur ce sentiment nationaliste, juste et légitime, pour redorer son image et se présenter comme garant de cette souveraineté malmenée. Mais en réalité il cache mal le véritable bradage, celui des richesses, notamment énergétiques, quand les Algériens et les Algériennes découvrent que le site d'In Amenas est un territoire sous gestion sécuritaire des firmes pétrolières et de leurs pays respectifs.

La colère de la population contre le pouvoir trouve-t-elle des moyens de s'exprimer ?

Ce qui est marquant pour un observateur étranger, c'est que

l'Algérie n'a pas connu une situation de crise révolutionnaire comme un certain nombre de pays de la région. Mais il n'en demeure pas moins que la population continue d'exprimer sa colère par des protestations sociales et syndicales. Une sorte de défi est lancé au pouvoir par des protestations de rue et des grèves dans divers secteurs économiques publics et privés (métro d'Alger, services postaux, hôpitaux, l'entreprise privée Cevital...). Les protestataires arrivent souvent à arracher des droits et imposer certaines revendications. Ce qui marque cependant, c'est l'absence ou/et l'inconséquence des directions syndicales. Les grèves sont souvent menées localement par les travailleurs eux-mêmes. Le même vide existe sur le terrain politique, ce qui donne une forme défensive à ces protestations pourtant seules capables de dessiner des alternatives. Le PST travaille, avec son modeste poids dans le paysage politique algérien, à donner un sens et un prolongement politique à ce

bouillonnement social. Les événements en cours à Barbacha (cf. *Tout est à nous!* N°177), une commune de 25 000 habitants de la région de Béjaïa dont le maire sortant était un camarade du PST, donne un aperçu sur cet engagement. La bataille politico-juridique et la mobilisation de la population pour refuser la mise en place de la coalition des minorités imposée par les autorités régionales, traduit toute l'adhésion des habitants au travail effectué par les élus sortant du PST. Mais au-delà cette bataille politico-juridique, ce sont toutes les luttes sociales et économiques entre les différentes couches et fractions sociales, sous le sceau d'une administration aux relents d'une bureaucratie bourgeoise, qui traverse la société algérienne. Cet exemple pourra-t-il sortir des confins de cette commune isolée ? C'est tout le pari et l'ampleur du travail qui attend les militants socialistes algériens.

MALI Le début de l'ensablement ?

Hollande à grand renfort de flonflons tricolores a célébré les troupes françaises qui viennent de conquérir la presque totalité des villes du nord Mali détenues jusque-là par les djihadistes.

Si la progression a été fulgurante, c'est bien parce que les djihadistes ont refusé une confrontation qu'ils jugent défavorable au vu de la puissance de feu bien supérieure de l'armée française. Cette situation s'est déroulée à l'identique en Afghanistan. Les troupes américaines avaient conquis le pays en moins de cinq semaines, les talibans s'étaient enfuis dans les montagnes, et Bush dans une mise en scène identique avait fièrement déclaré « mission accomplie ». C'était en 2003. Au Mali à partir des massifs montagneux d'Ifoghas, les djihadistes s'apprentent à opérer une guerre d'usure qui risque de toucher cette fois-ci l'ensemble du pays avec des risques de débordement sur les pays voisins, comme en témoigne déjà la dramatique prise d'otages d'In Amenas en Algérie.



REUTERS / JOE PENNEY

La situation risque de vite se dégrader au détriment des populations. En effet, le harcèlement des djihadistes va engendrer une spirale de violence dont les civils vont faire les frais, d'autant que les armées africaines, censées remplacer les troupes françaises, sont pour la plupart inefficaces. Et l'armée tchadienne et nigériane n'ont jamais brillé en matière de respect des droits humains.

Des troupes appelées à rester

C'est ainsi que François Hollande a évoqué dans son discours de Bamako la possibilité d'un stationnement des troupes françaises au Mali. Ce ne sera pas la première fois qu'une intervention française joue les prolongations. L'armée française est toujours présente au Tchad au titre de l'opération Épervier qui a débuté... en 1986 !

Plusieurs organisations de défense des droits humains parlent d'exactions de l'armée malienne en évoquant une vingtaine d'exécutions

sommaires à Sevaré, Mopti et Niono. Adama Dieng, conseiller de l'Onu pour la prévention des génocides, s'inquiète des possibles dérives. Amnesty international a interpellé le ministère de la Défense concernant la mort de cinq personnes dont trois enfants par les bombardements français. Le ministère dément, malgré les nombreux témoignages dont ceux de soldats maliens recueillis sur place.

Le Quai-d'Orsay est désormais confronté à la question des Touaregs. Le MNLA a profité que Kidal et les villes aux alentours soient désertées par les djihadistes pour s'y installer. Dans une lettre ouverte à Hollande, les combattants du MNLA réitérent leur refus de voir pénétrer l'armée malienne dans cette région. Ainsi, seules les troupes françaises, suivies par l'armée tchadienne, ont pénétré dans cette cité. L'objectif de restaurer l'intégrité du Mali n'est pas aussi simple que prévu.

Unité contre la guerre française

Pendant que toute l'attention est focalisée sur la situation au nord du pays, la France tente aussi d'imposer ses solutions au sud du pays, la partie la plus peuplée. Derrière les déclarations sur la nécessité d'un dialogue politique se cache la volonté d'un rétablissement de l'ancien régime, comme le déclare sans ambages l'ambassadeur de France à Bamako : « *Le front des agitateurs et autres ennemis au Sud est averti : l'armée française n'est pas venue pour amuser la galerie et aucune autre manifestation ne devra être tolérée à Bamako avant la libération du Nord.* »¹

Les organisations de la gauche malienne, politiques, syndicales ou associatives, sont clairement visées. À l'image du grand frère américain en Irak, Hollande, après avoir intégré le vocabulaire de la « guerre aux terroristes », intègre sa méthode : instaurer une « Pax

Francia » au Mali, alors que plus on avance dans le temps, plus les réflexions et les témoignages sur le caractère d'urgence de l'intervention au Mali mettent à nu une série de mensonges inhérents au déclenchement de cette guerre néocoloniale.² Désormais, il est temps que toutes les organisations qui ont su garder leur positionnement internationaliste, au-delà des divergences bien compréhensibles, s'unissent et fassent entendre leur voix contre la guerre de la France au Mali. Cette urgence sera le meilleur service à rendre aux populations maliennes dans toute leur diversité.

Paul Martial

1. <http://www.jeuneafrique.com/Article/JA2715p022-031.xml4/mali-armee-francaise-dioncounda-traore-nord-malimali-l-union-sacree-a-bamako-pour-l-instant.html>
2. <http://www.afriquesenlutte.org/afrique-de-l-ouest/mali/article/mali-un-gros-mensonge-depuis-segou>



Par J.C. Delavigne

SANTÉ : QUAND LES DRAMES SE RÉPÈTENT...

Un nouveau drame vient de se produire à la naissance d'un enfant. Il met une nouvelle fois en lumière les conséquences du manque de moyens et du fonctionnement d'entreprise imposé à l'hôpital public. Une mère qui devait accoucher à la maternité de Port-Royal, à Paris, a perdu l'enfant qu'elle attendait. Le service débordé et saturé l'avait renvoyé deux fois chez elle. Quand, inquiète, elle est revenue à la maternité, il était trop tard : le fœtus ne vivait plus.

On ne saurait invoquer la fatalité ou faire porter la responsabilité au personnel débordé, qui chaque jour essaie de faire fonctionner au mieux les services avec des effectifs insuffisants. La saturation de cette maternité est la conséquence voulue et programmée de l'Agence régionale de santé (fermeture de la maternité de Saint-Antoine à Paris, qui assurait 2 500 naissances par an et de celle de Saint-Vincent-de-Paul...). À Port-Royal même, il a fallu fermer une partie des lits, faute de personnel. Pour rationaliser les coûts et faire des économies, les maternités et services hospitaliers sont regroupés sur quelques sites avec une réduction des effectifs. Ils se trouvent complètement débordés. Les maternités de « niveau 3 » censées accueillir les accouchements les plus complexes et comportant le plus de risques (comme Port-Royal) ne sont plus en état de le faire. Ce qui est en cause une nouvelle fois, c'est le choix politique de l'Hôpital-Entreprise, dans lequel la rentabilité et la productivité du personnel prime sur la qualité et la sécurité des soins. Après les restructurations hospitalières imposées par la loi Bachelot, que ce gouvernement ne remet pas en cause, c'est un nouveau plan de 657 millions d'économies qui est imposé cette année à l'hôpital. Au moment même où se produisait le drame de Port-Royal, l'Agence régionale de santé de Basse-Normandie confirmait la fermeture de la maternité de Vire, après celles de Lannemezan, Decize, Marie-Galante et Valréas.

Dans la santé, la politique de maîtrise des dépenses et de lutte contre les prétendus « déficits publics » se termine parfois par des vies perdues ou gâchées. La combattre est une urgence vitale.

DROIT DE VOTE DES ÉTRANGERS Trop de racisme en France

Hollande n'a pas pris beaucoup d'engagements lors de sa campagne électorale. Mais parmi ceux-là, il y avait le droit de vote pour les étrangers aux élections locales. Il faut dire que fin 2011 un sondage disait que 61 % des Français y étaient favorables. Jean-Marc Ayrault a relancé timidement la question la semaine dernière, la conditionnant au fait de trouver suffisamment d'élus de droite au Sénat et à l'Assemblée nationale pour obtenir la majorité des 3/5 susceptible de faire passer le changement constitutionnel nécessaire.

Cela a suffi à faire sortir la droite de ses gonds, comme le montrent les déclarations de Christian Estrosi, député UMP, déclarations dont la base raciste ne fait aucun doute (cf. *no comment* page 12 de ce numéro). Car c'est bien de racisme et de nationalisme qu'il s'agit quand des personnes qui vivent et travaillent dans les mêmes lieux que les Français, envoient leurs enfants dans les mêmes écoles, paient leurs impôts dans les mêmes centres, n'ont pas les mêmes droits uniquement en raison de leur nationalité. L'aspect raciste est d'autant plus présent quand on fait la différence entre étrangers venant de pays européens, qui ont le droit de vote, et étrangers extra-communautaires, l'immense majorité d'entre eux et elles étant originaires du Maghreb, d'Afrique ou d'Asie. Les reculs de la gauche ajoutés à la politique de

Valls laissent un boulevard à la progression du racisme. Un sondage publié par le *Journal du Dimanche* explique qu'en un an la majorité a changé de camp. Désormais 56% des sondés seraient opposés au droit de vote des étrangers. Dans une enquête Ipsos publiée par le *Monde* du 24 janvier, 70% des sondés pensent qu'« il y a trop d'étrangers en France » tandis que 74% disent que « la religion musulmane est incompatible avec la société française ». Cela démontre l'hypocrisie et la fausseté des arguments de journalistes et commentateurs comme Caroline Fourest et de dirigeants de gauche expliquant qu'il ne faut pas ouvrir la question du droit de vote parce que cela permettrait au racisme de gagner du terrain. C'est le contraire qui est vrai : l'égalité progresse dans la société quand une lutte est menée résolument pour la faire triompher.

Contre-offensive

Il faut le dire clairement, le seuil de tolérance est dépassé : il y a trop de racistes et de racisme en France. Construire la contre-offensive ne peut plus attendre. Le combat pour le droit de vote des étrangers en est l'occasion. Il y a un an seulement, une majorité dans la société française y était favorable. Cette majorité peut se retrouver à condition de lancer le combat. La pétition (<http://www.droitdevote2014.org/>) doit être diffusée. Elle est soutenue par de nombreuses associations, syndicats et partis de gauche (dont le MJS). Elle est un outil qui devra se traduire en mobilisation effective pour obliger le gouvernement à déposer un projet et organiser un référendum si la majorité nécessaire n'existe pas au Sénat et à l'Assemblée. Ce combat ne sera pas une fin en soi. Cette campagne devrait être le signal d'une offensive



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / MB

générale pour marginaliser les racistes, en la combinant à la lutte au côté des sans-papiers, aux campagnes contre l'islamophobie et contre la progression de l'extrême droite.

Denis Godard

ÉCONOMIE

Sapin... ou la faillite de l'État

Michel Sapin, ministre du Travail, a affirmé la semaine dernière que la France était «un État totalement en faillite». Il s'est ensuite justifié, en se réfugiant derrière l'ironie et l'humour... Étrange humour ministériel qui ressemble à un franc cynisme.

En effet le ministre, en verve, a poursuivi en affirmant : «C'est la raison pour laquelle il a fallu mettre en place des programmes de réduction des déficits et aucune sirène ne doit nous détourner de cet objectif de la diminution des déficits, c'est fondamental pour le financement de notre économie et la création d'emplois.» Et d'ajouter sur Radio J qu'il y avait «une urgence sociale et une urgence économique» et que c'était pour cela que le gouvernement avait «pris des décisions immédiates en termes de relance de l'Europe de la croissance, de politique d'emploi». Il a reçu le prompt soutien de l'ancien Premier ministre Michel Rocard : «Il y a le feu»!

Dans les pas de Fillon

Ironie ou pas, Sapin a souligné ainsi la continuité de sa politique avec celle de la droite. Comme l'ensemble du gouvernement, il reprend à son compte la propagande de la droite. Comme Fillon le déclarait en 2007, il dit à sa façon : «Je suis à la tête d'un État qui est en situation de faillite sur le plan financier. Je suis à la tête d'un État qui est depuis 15 ans en déficit chronique. Je suis à la tête d'un État qui n'a jamais voté un budget en équilibre depuis 25 ans. Ça ne peut pas durer.» La droite n'a pas manqué de s'emparer du propos. Valérie Pécresse a demandé «au gouvernement de mettre en conformité ses actes avec ses déclarations». Sans doute, encore de l'ironie, comme si le gouvernement n'en faisait pas assez ! Alors, sans ironie, si tous ces politiciens ne sont pas de fieffés hypocrites, il ont une façon simple de mettre un terme au déficit, en faisant payer les riches, ne serait-ce qu'en refusant de leur payer les intérêts de la dette.

Yvan Lemaitre

MARIAGE POUR TOUTES & TOUS

Une bataille à continuer

Lors de son discours d'ouverture du débat parlementaire sur le mariage pour toutes le mardi 29 janvier, Christiane Taubira a rappelé les réalités historiques du mariage : alliance et transmission du patrimoine, cadre de domination des femmes.



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/MILO

Tout en sous-entendant à tort que ces réalités ne sont plus d'actualité, Taubira a annoncé la couleur : l'extension du mariage aura pour visée de faire entrer les homosexuel·les dans le modèle normatif, considérant le couple binaire régi par un impératif de fidélité comme le seul possible, mettant au ban toute autre forme de couple. Cela montre que la société n'accepte l'homosexualité que si celle-ci «reste dans les rangs».

Confusion et discrimination

La droite entretient volontairement la confusion entre la procréation médicalement assistée (PMA, insémination artificielle) et la gestation pour autrui (GPA, recours aux mères porteuses). L'ouverture de la PMA aux lesbiennes (déjà autorisée pour les couples hétérosexuels) est un des axes principaux des tous les appels à manifester pour l'égalité des droits, contrairement à la GPA

qui fait débat au sein du mouvement LGBT. Cependant, nous soutenons la circulaire Taubira qui demande aux tribunaux de ne plus refuser la nationalité française aux quelques dizaines d'enfants qui naissent chaque année d'une GPA à l'étranger, parce que dans le cas contraire ces enfants resteraient apatrides et/ou en situation irrégulière en France. Les réactionnaires critiquent la circulaire et crient au scandale : une preuve qu'ils ne se préoccupent des «intérêts de l'enfant» que quand ça les arrange ! La droite continue aussi sur la vieille tradition consistant à cumuler les haines en prédisant une «invasion d'homosexuel·les étranger·es». Large-ment fantasmée au vu de la politique migratoire menée par le PS, et du projet de loi qui n'ouvre le mariage aux couples binationaux que sous réserve qu'il n'y ait pas d'accord contradictoire avec le pays de la personne étrangère.

Homophobie parlementaire

Le Parlement a aussi à voter plusieurs milliers d'amendements au texte de loi, dont beaucoup sont similaires, amendements déposés par la droite et l'extrême droite qui tentent d'attaquer un droit déjà proposé au rabais, quand ils ne tourment pas aux pires amalgames homophobes (un amendement relançant l'atroce cliché de l'homosexuel pédophile en proposant d'ouvrir le mariage aux enfants)...

Ceci vient concrétiser les propos homophobes de ces député·es qui entretiennent et justifient la vague d'homophobie réactionnaire actuelle, avec comme conséquence une multiplication par trois du nombre d'appels désespérés reçus par SOS Homophobie depuis le début du débat sur le mariage.

Pendant ce temps, l'organisation intégriste Civitas s'est rassemblée pour prier devant l'Assemblée «contre les forces du mal», déversant une fois de plus sa haine homophobe sans limites. Ces prières sont protégées par les forces de police dans l'indulgence générale des politiques, alors que les «prières de rue» des musulman·es scandalisent. Force est de constater une fois de plus la place de la «laïcité» de notre pays.

L'égalité reste à gagner

Tout ceci montre que la bataille sur l'égalité des droits est loin d'être gagnée. Une simple «bataille institutionnelle» ne suffira pas, et les luttes continuent à être nécessaires pour pouvoir gagner sur ces questions. La PMA sur laquelle le gouvernement se contredit devient le symbole de sa politique de recul et un élément essentiel des mobilisations pour l'égalité. Au-delà du mariage pour tous, il y a de nombreuses autres batailles à mener, notamment sur la question du don du sang et d'organe par les homosexuel·les, dont le refus a été confirmée par l'actuel ministère de la santé ; pour les droits des trans (changement d'identité facilité, dépathologisation...) actuellement seulement couverts par des promesses vagues et incomplètes ; contre l'homophobie, la transphobie, ainsi que le sexisme, dont l'omniprésence a été plus que confirmée par les récents débats, que des lois ne feront pas disparaître.

Anastasia Damamme et Chloé Moindreau



PHOTO THÉÂTRE ROUGE/JMB

Pressions sur les non-grévistes, utilisation massive de la maîtrise et de vigiles, envoi sur le site d'Aulnay de salarié·es d'autres sites peu ou pas informé·es de la situation, convocation de cinq militant·es à des entretiens préalables en vue de licenciement et, grâce à l'appui du gouvernement, convocation de cinq militant·es à la Sûreté territoriale pour

de prétendues menaces et dégradations. Rien n'y fait : le Comité de grève et ses commissions organisent à la fois la mobilisation dans l'entreprise et les contacts avec les équipes syndicales des boîtes mobilisées et, de fait, les liens se sont renforcés. Après la rencontre avec les salarié·es de Renault à Flins puis la participation aux rassemblements du 29 janvier (cf. *Tout est à nous!*

La solidarité, les convergences se développent

Face aux menaces de licenciement et inculpations, c'est aussi la solidarité qui est à l'ordre du jour. Les procédures disciplinaires et judiciaires ne reposent sur rien d'autre que les témoignages bidon d'huissiers et cadres au service de la direction. Ces manœuvres d'intimidation n'affecteront pas la détermination de nos camarades. D'autant plus que la solidarité s'est aussitôt manifestée

avec le rassemblement à la préfecture de Bobigny vendredi 1^{er} février et un grand rassemblement devant l'usine ce mardi 5 février.

La direction, à l'écoute des inquiétudes de Valls, a interdit l'entrée des manifestants dans l'usine et a mobilisé des dizaines de vigiles. Étaient présents Lutte ouvrière, le Parti de gauche, le Parti communiste, le NPA et de nombreuses délégations d'entreprises : Renault, Air France, Virgin, PSA Poissy et Melun, Faurecia, Goodyear et bien d'autres ainsi que les unions locales, départementales (CGT et CFDT) et des représentants de Solidaires, Fédération des Métaux CGT. Pour le NPA, Olivier Besancenot a insisté évidemment sur la solidarité entière du NPA. Il a appelé à la coordination des dizaines de boîtes, des dizaines de

milliers de travailleur·es concerné·es par les licenciements et les fermetures de sites mais aussi à la riposte contre la politique du gouvernement et notamment à un «tous ensemble» pour empêcher la ratification par le Parlement de l'accord de liquidation des droits des salarié·es signé par le Medef et trois syndicats : CFDT, CGC et CFTC. Après l'intervention des représentants des syndicats CFDT et Sud de l'entreprise, Jean-Pierre Mercier pour la CGT a conclu en remerciant de leur présence toutes les organisations, toutes les militant·es, toutes les anonymes. Il a appelé toutes et tous à rejoindre les PSA dans la lutte. Tout le monde s'est donné rendez-vous mardi 12 février avec les Goodyear à Rueil-Malmaison.

Robert Pelletier

PSA AULNAY

La grève continue

Après la reprise du travail en début de semaine dernière, la direction a tenté différentes manœuvres pour affaiblir la grève. Malgré toutes ces manœuvres, la grève tient bon.

ÉGYPTE Morsi de plus en plus isolé

Le vendredi 25 janvier, des manifestations marquant les deux ans du début de la révolution égyptienne ont donné lieu à la plus grave crise depuis l'élection de Morsi en juin dernier, dans la continuité de la contestation de novembre-décembre 2012.

Un appareil d'État divisé

Dès le vendredi soir, des centaines de jeunes affrontaient la police aux alentours de la place Tahrir. Le lendemain, l'annonce de la condamnation à mort de 21 supporters du club de Port-Saïd¹ a provoqué un véritable embrasement qui s'est étendu à Ismaïlia et Suez, dirigé à la fois contre une police haïe de longue date mais aussi contre Morsi, dont les manifestantEs appellent à la chute. En trois jours, 46 personnes seront tuées par la police, amenant Morsi à réinstaurer l'état d'urgence dans ces trois provinces et à mettre en place un couvre-feu. La population défie cette décision avec humour en organisant des manifestations de nuit pour « voir le couvre-feu » et organise des tournois de foot auxquels participe... une équipe de l'armée, supposée faire appliquer la décision. Morsi a restreint le couvre-feu, alors que la hiérarchie policière elle-même montre sa défiance vis-à-vis du pouvoir politique, en empêchant le ministre de l'Intérieur d'assister aux obsèques de deux policiers tués lors des affrontements de Port-Saïd.

Hystérie autour des « Blacks Blocks »

Au Caire, la contestation se focalise pendant plusieurs jours autour des affrontements impliquant les désormais fameux « Black Blocks », groupes ayant pour seule vocation affirmée la confrontation avec la police, sans plus de stratégie politique. Alors qu'ils ne représentent que quelques dizaines d'individus effectivement organisés (mais font le « buzz » sur internet et ont significativement fait monter, par un effet de « mode », le prix de la cagoule sur les étals de la place Tahrir), le pouvoir s'en prend



ROMAIN HINGANT

violemment à eux en les dénonçant comme le bras armé de l'opposition, un responsable des Frères musulmans les accusant même d'être financés et entraînés par l'Église copte. Fait inquiétant, les Frères musulmans ont accompagné leur entreprise de décrédibilisation de toute contestation violente de l'État dans la rue, par l'envoi de manifestants, très probablement des militants issus de leurs rangs, afin de combattre au côté de la police les jeunes révolutionnaires pour le contrôle de la place Tahrir.

Une opposition unie mais coupée de la rue

Le Front de salut national – qui regroupe des figures comme le nassérien de gauche Sabbahi, le libéral ElBaradei, le foudoul² Amr Moussa (mais également l'Alliance populaire socialiste) – a rejeté le 28 janvier l'appel de Morsi à un dialogue national alors que la répression faisait rage, et a appelé à de nouvelles manifestations le vendredi suivant, donnant un espoir de perspectives à un mouvement déstructuré et minoritaire. Mais en signant sous l'égide d'Al-Azhar, la plus haute autorité de l'islam sunnite (et au côté du Parti de

la liberté et de la justice dont est issu Morsi) une chartre condamnant « toute forme de violence », le Front a renvoyé dos à dos la violence des manifestantEs à celle de la police... avant de revenir sur cette décision après la violente répression de la manifestation du 1^{er} février devant le palais présidentiel (une nouvelle victime et plus d'une centaine de blessés, portant le nombre de morts à plus de 60 en une semaine). Il a aussi appelé à la « chute du régime tyrannique et de la domination politique des Frères musulmans », collant un peu plus à l'état d'esprit de la rue et du mouvement. Mais face à l'intransigeance des Frères musulmans, de plus en plus isolés et délégitimés, dans une situation d'aggravation de la crise économique, l'opposition devra proposer à une jeunesse radicalisée et à une population égyptienne exaspérée d'autres perspectives que l'attente des élections législatives prévues en avril. Sous peine de voir de nouvelles explosions se produire...

Du Caire, Romain Hingant

1. Le 1^{er} février 2012, 74 supporters du club cairote d'Al-Ahly étaient massacrés dans le stade de Port-Saïd.
2. Littéralement « résidus » (de l'ancien régime)

ROMAIN HINGANT



TUNISIE Les enseignants déterminés à ne rien lâcher

Le secteur de l'enseignement secondaire de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a décidé une grève nationale les 22 et 23 janvier 2013. Elle a été suivie à plus de 93%. Dans la région de Sidi Bouzid, aucun établissement n'a ouvert ses portes le 22.

« Nous sommes arrivés à un point de non-retour, nous continuerons la lutte jusqu'à la réalisation de nos revendications », m'a confié un professeur et syndicaliste de base. Ceci est partagé par la plupart des enseignantEs qui scandaient dans la manifestation « pour la monté de la lutte, nous avons une volonté de fer », « dignité, dignité! ».

Les professeurs en ont ras-le-bol d'attendre l'hypothétique application de l'accord prévoyant, entre autres, l'amélioration de leurs conditions de travail, signé entre le syndicat de l'enseignement secondaire et le ministère de l'Éducation, l'année dernière, mais que ce dernier refuse d'appliquer. Ils ont ainsi décidé de stopper le travail, de descendre dans la rue pour crier haut et fort leurs revendications : principalement la baisse du nombre d'heure de travail et la retraite à 55 ans avec 30 années de travail (jusqu'à présent le régime est de 18h par semaine et la retraite à 60 ans avec 35 annuités). Selon le secrétaire général de l'enseignement

secondaire, Lassaad Yacoubi, la mise en œuvre de ces revendications est nécessaire « pour laisser la place aux générations futures », cela ouvrirait 25000 postes en 3 ans. Ils revendiquent aussi la reconnaissance de leur métier comme un travail pénible ce qui donnerait droit à une prime de pénibilité. L'autre cheval de bataille est l'amélioration de la situation des professeurs remplaçants, qui sont traités « comme des esclaves » selon Lassaad Yacoubi : ils sont contractuels, ont des horaires de travail extensibles, ne sont pas payés pendant les vacances, leur salaire est scandaleusement bas. Ils sont payés en moyenne 250 dinars par mois (125 euros) contre 600 dinars (300 euros) pour les titulaires, ce qui permet déjà difficilement de faire face aux coûts de la vie qui ne cesse d'augmenter. Ils demandent ainsi leur titularisation et une paie égale à celle des autres enseignants.

Solidaires de la lutte

Sauf de la part du gouvernement, ces revendications sont vues comme



légitimes et la grève obtient le soutien de tous les secteurs de l'UGTT. Les administratifs du secteur de l'enseignement ont, par exemple, manifesté leur soutien en observant une grève de solidarité avec les enseignantEs. Ces dernierEs sont bien décidés à ne rien lâcher jusqu'à ce que le ministre se mette autour de la table et réponde favorablement à leurs revendications : « cette grève n'est qu'une première étape, on va augmenter le niveau de la mobilisation et utiliser d'autres formes de lutte comme la grève administrative

s'il le faut! ».

Au lieu de leur faire peur, la gestion du conflit par le gouvernement a renforcé leur colère : le premier jour de la grève, la police politique est entrée dans quelques lycées de la région de Tunis menaçant enseignantEs et directeurs pour établir des listes d'enseignantEs grévistes. L'assemblée générale du 23 s'est conclue sur cette phrase à l'adresse du gouvernement : « ce peuple vient de se libérer de l'oppression, il n'y retournera pas ».

Correspondant

PAKISTAN

Fusion dans la gauche radicale

Le 11 novembre dernier, un nouveau parti est né au Pakistan : le Parti awami des travailleurs (Awami Workers Party, AWP). À cette occasion, trois organisations ont fusionné : le Parti ouvrier du Pakistan (Worker's Party Pakistan, WPP), le Parti awami du Pakistan (Awami Party Pakistan, APP) et le Parti du travail du Pakistan (Labor Party Pakistan, LPP) avec lequel le NPA entretenait déjà des rapports fraternels.

Chacune de ces organisations était elle-même le produit de regroupements, y compris le LPP, par ailleurs lié à la Quatrième Internationale. Se retrouvent ainsi dans le nouveau parti des traditions issues du trotskisme, des PC pro-Moscou et, dans une moindre mesure, du maoïsme ou d'autres versants du marxisme. Les fondateurs du AWP ne veulent cependant pas qu'il se réduise à un cartel de courants, bien au contraire.

Ainsi, la volonté de doter d'emblée la nouvelle organisation d'une identité propre s'exprime dans son processus de constitution. Les trois partis préexistants se sont dissous à la veille du congrès de fondation et leurs militantEs ne sont pas automatiquement considéréEs membres du AWP : chacune et chacun doit faire individuellement acte de ré-adhésion. Des structures organisationnelles sont alors progressivement créées dans le pays. Le premier congrès du Parti awami des travailleurs se tiendra après un délai de 6 mois (soit vers la fin avril si les rythmes sont tenus).

Grâce à ce regroupement, le nouveau parti aura une surface géographique plus ample que les précédents, ce qui est très important dans un pays constitué de régions et nationalités aux identités affirmées. Il est implanté tant dans la classe ouvrière (en particulier du secteur textile) que dans la paysannerie ; il participe au combat des femmes. Sa constitution s'accompagne d'un renouveau du mouvement étudiant.

Le parti des résistances

La fondation du AWP a donné lieu à de nombreux articles dans la presse et soulève de réels espoirs à gauche. Rassembler ses forces est en effet ressenti comme une urgence vitale, alors que la répression se fait plus dure : syndicalistes, dirigeants paysans, cadres politiques incarcérés au nom des lois antiterroristes, torturés, condamnés à des peines ubuesques. Militants tués par les possédants. Menace constante d'attentats terroristes ou d'assassinats de la part de mouvements fondamentalistes. Soubresauts d'un État en crise miné par la guerre d'Afghanistan.

La situation dans le pays est mauvaise et il est peu d'endroits au monde où la violence soit si prégnante. Le nouveau parti se construit donc dans des conditions très difficiles, mais les résistances sociales sont néanmoins nombreuses. Théâtre de guerres, le Pakistan est aussi terre de luttes. C'est ce qui donne au AWP ses racines et sa raison d'être. Le renouveau d'une gauche militante pakistanaise est une très bonne nouvelle pour les forces progressistes en Afghanistan et en Inde – et pour nous aussi. Il mérite notre soutien politique et financier.¹

Pierre Rousset

1. Des dons peuvent être envoyés via le Fonds de solidarité d'ESSF, europe-solidaire.org

Bilan

Un congrès qui ouvre un processus de refondation

« Congrès du NPA en pleine crise de décroissance » titre le premier article de l'Humanité sur notre congrès. Une ironie qui se voudrait mordante mais qui ne reflète pas la tonalité de ce 11^e congrès ni son contenu réel et sa signification.

Nous ne nions nullement les difficultés que connaît notre parti, notamment à la suite de la scission des camarades de la Gauche anticapitaliste qui ont rejoint le Front de gauche, abdiquant de notre projet. Mais ce congrès représente une nouvelle étape décisive dans le travail de refondation, de reconstruction de notre parti, un travail qui prend appui sur notre campagne présidentielle. Ce travail prend aussi appui sur le besoin qui s'exprime quotidiennement dans ce pays, à travers les luttes et les résistances, d'un parti ancré dans le monde du travail, dans les quartiers populaires, la jeunesse pour défendre leurs exigences sans compromis avec ce gouvernement et sa majorité. C'est bien ce besoin qui légitime et nourrit notre projet.

Retour sur le bilan

Le premier débat a porté sur le bilan du Nouveau Parti anticapitaliste depuis sa fondation en 2009. La crise profonde que nous avons connue renvoie à une dégradation des rapports de forces suite à l'échec du mouvement contre la réforme des retraites et à l'offensive sociale et politique des classes dominantes menées hier par la droite et aujourd'hui par le gouvernement de la gauche libérale. Elle renvoie aussi à la difficulté du mouvement anticapitaliste à développer une politique de parti défendant ses propres perspectives, son propre programme, tout en œuvrant à l'unité nécessaire au développement des luttes pour changer le rapport de forces. Entre les quatre plateformes qui se sont constituées pour la préparation de ce congrès et d'un débat démocratique et vivant, les appréciations

des causes de notre crise sont différentes, mais une très large majorité des 231 délégués se sont rassemblés, par delà les désaccords, pour défendre l'actualité de notre projet.

Quelle orientation ?

La suite du débat a porté sur les questions d'orientation. Les éléments d'analyse de la crise dans laquelle la politique des classes dominantes et de leurs États a plongé la société et de la situation française depuis l'arrivée de la gauche libérale au pouvoir, sont largement partagés par une majorité de délégués. La discussion s'est focalisée sur le lien entre notre politique visant à construire les mobilisations pour préparer une contre-offensive et la façon dont nous posons la question de l'alternative politique en lien avec la perspective de la transformation révolutionnaire. Cela s'est notamment cristallisé sur les moyens de construire une opposition politique à la gauche gouvernementale. Une courte majorité a voté l'orientation proposée par la plateforme X.

La discussion sur notre combat féministe a abouti à un large accord ainsi que les discussions sur les questions de fonctionnement qui ont souligné une large aspiration à une vie démocratique du parti associant le droit de tendances à une démocratie ouverte, vivante, dynamique qui vise à l'efficacité de notre combat collectif, une démocratie par en bas qui place les comités au centre. La motion sur notre travail dans les quartiers populaires a elle aussi rencontré un large accord. Les votes sur les plateformes ont confirmé les votes des assemblées préparatoires. S'il n'a pas été possible d'aboutir à une déclaration permet-



tant de dépasser les clivages entre les plateformes, une motion sur « les perspectives de construction » a recueilli une large majorité. Un Conseil politique national élargi aura à décider avant l'été de notre politique par rapport aux échéances des élections municipales et européennes de 2014. Une réunion nationale des comités se tiendra dans l'année pour faire le point sur le travail de refondation, de reconstruction dont ce congrès a jeté les bases.

En conclusion, un riche et vivant débat démocratique qui n'a certes pas permis de surmonter les divergences mais a ouvert un vaste chantier pour œuvrer au rassemblement des anticapitalistes à travers l'activité militante, pratique et la poursuite de la discussion tant en interne qu'avec l'ensemble du mouvement social.

Yvan Lemaitre

PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB



PHOTOTHÈQUE ROUGE / MIO

Nous donnons une dernière fois la parole aux quatre plateformes électives afin de tirer le bilan de ce congrès.

Tribune W

Mieux qu'hier, moins bien que demain

Nous souhaitons que ce congrès marque un coup d'arrêt à notre crise interne et soit l'occasion d'un nouveau départ : l'appropriation du parti par l'ensemble de ses militantEs et la possibilité de se tourner vers l'extérieur. Un pas a été franchi : le congrès confirme la volonté de poursuivre la construction d'un outil utile pour lutter et s'organiser pour une société anticapitaliste et émancipatrice. Si des avancées ont été actées, le renouveau est loin d'être gagné : il dépendra de la volonté de toutes celles et ceux qui y œuvreront, à tous les niveaux, dans les prochains mois. Il s'agira de transformer l'essai, en veillant au respect des engagements pris.

Parmi les décisions positives :

- > la tenue, d'ici un an, d'une réunion nationale des comités, échéance centrale pour (re)donner leur place aux militantEs et ouvrir un espace de discussion collective, non décisionnel, pour construire notre intervention ;
- > l'adoption « dans la douleur » de la rotation des mandats (même si le nombre de 4 est trop élevé) ;
- > la possibilité de siéger en binôme au CPN, pour favoriser le travail collectif et la participation des régions – encouragement à la prise de responsabilités, au partage des tâches, baisse de l'usure militante ;

> un débat sur la pertinence – et les modalités ? – de notre participation aux Européennes de 2014, qui s'inscrit dans une réflexion globale sur les institutions.

En fin de congrès, le texte adopté « Perspectives de construction », initié par la PW, bien que limité, donne au CPN un mandat concret. Nous regrettons qu'il n'ait pu s'articuler avec une déclaration de politique générale ; non par goût des formules fourre-tout ou hors-sol, mais par souci d'un signe positif envoyé à l'extérieur : le NPA lutte, depuis en bas et à gauche, contre ce gouvernement et pour une transformation révolutionnaire de la société.

Nous ne nous pérennisons pas en tendance mais aspirons à prolonger notre travail dans le parti, avec ses militantEs et ses courants, pour le faire fructifier ensemble.

Cependant, les liens politiques et fraternels qui s'y sont tissés perdureront, dans une démarche d'expérimentation pratique et de responsabilité dans l'exercice des mandats confiés par le congrès. Nous encourageons les militantEs à partager avec nous toute idée, expérience ou pratique permettant au NPA de s'améliorer.

Restent aussi nos espoirs, nos rêves, nos énergies et nos volontés, partagés avec l'ensemble des anticapitalistes, du NPA et d'ailleurs.

Tribune X

Une nouvelle page...

Nous avons voulu faire de ce congrès un moment de débat et de rassemblement pour tourner la page d'une période difficile pour le NPA et créer les conditions pour reprendre l'offensive. L'aspiration au rassemblement s'est largement exprimée mais elle s'est heurtée à des attitudes fractionnelles, aussi à des incompréhensions et désaccords politiques qu'il s'agit maintenant de surmonter dans la pratique. Nous n'avons atteint que partiellement notre objectif et l'essentiel du travail reste devant nous, dans nos comités comme aux différents niveaux de direction. Pour cela nous avons des points d'appui solides. D'abord, notre projet de regroupement des anticapitalistes pour construire un parti pour la transformation révolutionnaire de la société, contesté par certains, reste la base d'un très large accord dans le parti. Il y a aussi un large accord, par-delà les plateformes, sur l'essentiel des textes d'orientation. L'orientation majoritaire recueille 55,9 % des voix sur la façon dont nous articulons notre intervention dans le monde du travail, les quartiers populaires, la jeunesse, les luttes, la construction d'une opposition de gauche et la perspective d'une alternative politique en rupture avec le capitalisme, un gouvernement anti-austérité donnant à la population les moyens de contrôler la marche de la société et de l'État. Des camarades gardent une méfiance vis-à-vis de

cette démarche craignant qu'elle nous conduise à renouveler la douloureuse expérience du départ de la Gauche anticapitaliste. Ces méfiances sans fondement, entretenues par des réflexes de tendances, ont nourri les divisions. Nous le regrettons.

Nous avons tenté d'aboutir à une déclaration politique du congrès plus large que notre majorité, sans succès, malgré les efforts d'une partie des délégués de la Y et de la W. Nous avons pu aboutir, avec les délégués de la plateforme W, à l'élaboration d'une motion « Perspectives de construction » largement majoritaire, définissant les grands axes de notre activité et un calendrier, intégrant un CPN élargi pour décider de notre politique dans les prochaines échéances électorales et une réunion nationale des comités fin 2013.

Dans une déclaration, les délégués de la X appellent l'ensemble des camarades à s'emparer de leur parti, à se réapproprier notre projet. En continuant les débats engagés, tant sur notre orientation que sur la démocratie et notre fonctionnement, nous pouvons ensemble aller plus loin que le congrès n'a su et pu le faire. Nous pouvons redéployer notre parti à travers une campagne de construction du NPA sur les lieux de travail, dans les quartiers ou au sein de la jeunesse en lien avec les luttes et les mobilisations, en contribuant à leur convergence.

du NPA : ON DIR



Meeting

Sous le signe de l'internationalisme

L'aggravation de la crise, en particulier en Europe, les processus révolutionnaires toujours en cours dans la région arabe, les tentatives mais aussi les difficultés d'alternatives anticapitalistes partout dans le monde... C'est une profonde conviction qui nous pousse à maintenir la dynamique internationaliste de nos congrès.

Nous avons donc invité largement les organisations hors de France avec lesquelles nous avons établi des liens dans notre activité pour mener des combats communs. Sont venus assister au congrès les organisations suivantes : Socialist Alliance d'Australie, PCI d'Iran, PCOI irakien, le CGR syrien, le PST d'Algérie, Voie Démocratique du Maroc, le PST-U du Brésil, Igualdad du Chili, ISO et Socialist Action des États-Unis, Bloc de Gauche du Portugal, Izquierda Anticapitalista et POR de l'État espagnol, Gauche Abertzale/Bildu d'Euskadi, GA et MPS de Suisse, Sinistra Critica d'Italie, Syriza-France, DEA/Syriza et NAR/Antarsya de Grèce, et le SP de Suède. Michel Warschawski, infatigable combattant anticolonialiste en Israël est également passé. Des organisations des Philippines, d'Indonésie, du Bangla-Desh, de Sri Lanka, du Maroc, de Martinique, du Pérou et du Chili ont également envoyé des messages.

Luttes anti-impérialistes, résistances anticapitalistes

Vendredi soir, le congrès s'est transformé en meeting, pour entendre et applaudir des interventions représentatives de notre préoccupation internationaliste et des luttes de travailleurs. Ainsi, Régis Louail du NPA de Renault-Cléon a présenté les enjeux des luttes actuelles dans l'automobile, avant que notre porte-parole Christine Poupin ne revienne sur les raisons très concrètes de notre opposition à l'intervention menée par la France au Mali, conséquence d'une politique néocoloniale menée depuis soixante ans et non d'une préoccupation humanitaire. Nous avons ensuite donné la parole à Ghayath Naisse du Courant de la Gauche Révolutionnaire syrien qui s'implique en et hors de la Syrie pour la chute de Bachar Al-Assad, par l'auto-organisa-

nisation héroïque des masses révoltées et pour une issue socialiste à cette lutte. Enfin, Ricardo Santos Martin d'Izquierda Anticapitalista a illustré par l'exemple de l'État espagnol la brutalité terrible de l'offensive des capitalistes, des institutions européennes et des gouvernements. Après avoir mis en lumière le délitement de l'État par la corruption mais aussi une complexe affirmation de logiques nationales en Catalogne et Euskadi, il a conclu sur les résistances qui se développent dans son pays : depuis le puissant mouvement des « Indignados » et la recherche d'une contre-offensive efficace pour battre les plans de destruction des acquis sociaux et démocratiques de la population.

Jacques Babel



PHOTOTHÈQUE ROUGE / JMB. Les sans-papiers du collectif Saint-Just (Paris 17^e) lors de leur intervention au II^e congrès du NPA.

De nombreux invités

Outre des organisations venues d'autres pays (cf. article ci-contre), ont assisté à notre congrès des représentantEs de nombreuses organisations françaises. Nous remercions donc pour leur présence :

- ★ Alternative libertaire,
- ★ les Alternatifs,
- ★ Convergence et alternative,
- ★ la FASE,
- ★ la Gauche anticapitaliste,
- ★ la Gauche unitaire,
- ★ Lutte Ouvrière,
- ★ le Parti de gauche,
- ★ le collectif Saint-Just des sans-papiers de Paris 17^e,
- ★ l'inter-collectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe...

Le MOC a envoyé un message.

Tribune Y

Où va le NPA ?

Lors de ce congrès les désaccords se sont approfondis avec la plate forme X. En juin « l'opposition de gauche » était définie ainsi : « Une telle opposition ne pourra qu'être le résultat de confrontations politiques, de différenciations dans les luttes. C'est à travers des tests pratiques que nous verrons si les différents courants s'adapteront ou non à la mise en place de l'austérité, s'ils chercheront à construire et étendre les mobilisations, à sortir du « dialogue social » pour affronter les sociaux-libéraux ». Quelques mois plus tard, l'opposition de gauche est devenue le creuset d'une alternative politique, elle-même précurseur d'un gouvernement anti-austérité qui implique une énième campagne d'interpellation du FDG par en haut, comme le précise la déclaration des délégués de la X, non soumise au vote des congressistes : « Cette opposition devra poser la question de l'alternative politique (...) de la nécessité d'un gouvernement anti-austérité » ; en insistant : « Nous voulons en débattre dans nos syndicats et associations, entre militants et avec les partis politiques de gauche qui ne participent pas au gouvernement ».

> Les mêmes « recettes » causeront les mêmes dégâts
La courte majorité (51% des voix) ne tire pas les leçons de ce qui a provoqué la crise du NPA. Elle réadapte la politique du front permanent, social et politique avec le FDG portée en son temps par la GA. Pour nous, cette politique d'interpellation par déclarations et communiqués

interposés est une impasse.

Nous souhaitons une politique de front unique avec toutes les organisations issues du mouvement ouvrier (parti, syndicats, associations...). En s'adressant directement à la classe ouvrière autour de l'opposition à la guerre française au Mali, la lutte pour l'égalité des droits et l'opposition aux plans de licenciements. Une politique qui commence par mettre en mouvement notre camp social sur des objectifs de lutte précis, qui propose de s'affronter au gouvernement, tout en avançant la question du pouvoir. Cette dernière se posera à partir des luttes de masses et de l'auto-organisation des travailleurs. Il s'agira alors de savoir qui contrôle, qui décide l'organisation de la société.

> Rassembler le parti autour de tâches communes

Nous ne dépasserons pas immédiatement les désaccords importants sur la politique à mener vis-à-vis des réformistes. Le moyen d'avancer malgré ces désaccords est de mettre au centre de nos préoccupations et de notre activité l'intervention dans la lutte des classes. À 2500 membres, ce doit être une priorité. Prenant appui sur les 32% des voix qui se sont portées sur la plate forme Y dans les AG électives, nous continuerons à proposer à tout le parti et à mettre en œuvre cette politique.

Antoine (75), Armelle (92N), Damien (59), Gaël (92N), JB (92N), Jean-François (93), Jean-Philippe (75), Marie-Hélène (76), Mathilde (92N), Sylvain (75)

Tribunes Z

Combattre l'orientation majoritaire et construire une alternative révolutionnaire

(Synthèse de la déclaration de la plateforme Z en fin du II^e Congrès du NPA)

La direction sortante a gagné une courte majorité sur la base d'un texte qui prépare les conditions d'une aggravation de la crise. Sur le fond, au motif d'« opposition de gauche » et de « gouvernement anti-austérité », elle veut trancher la question du pouvoir dans un sens qui s'éloigne de la stratégie révolutionnaire.

Les formules qu'elle propose ouvrent la voie à un « gouvernement de gauche » avec des réformistes et des antilibéraux dans le cadre des institutions du capitalisme. Ce tournant se fait sous la pression du Front de gauche qui appelle au rassemblement de « l'autre gauche » dans la perspective, justement, « d'un gouvernement anti-austérité ». Il s'agit d'une clarification sur la droite des principes fondateurs. C'est pourquoi nous entendons poursuivre le combat contre cette orientation désastreuse. Nous nous adressons particulièrement aux camarades de la PY pour constituer un front contre cette orientation et avancer une alternative politique axée sur l'indépendance à l'égard du Front de gauche, l'implantation du parti dans la classe ouvrière, l'intervention dans la lutte de classes et l'anti-impérialisme.

Christian, Clémence, Élise, François, Guillaume, Jean-Baptiste, Laura, Nicolas, Vincent – délégués du CCR

Poursuivre le combat pour un NPA révolutionnaire, construire le parti dans les luttes

Nous avons défendu le projet Z pour un NPA révolutionnaire, démocratique et ouvert, pour le communisme, un programme de transition axé sur le gouvernement des travailleurs, la construction en priorité dans la classe ouvrière, sans négliger les luttes écologistes, féministes, LGBTI. Nous avons combattu l'orientation de la majorité X qui, avec son axe du « gouvernement anti-austérité », ouvre encore plus la porte à une « alternative politique » commune avec les réformistes sans rupture avec l'État capitaliste. Avec des camarades W et une majorité de la base, nous avons contribué à démocratiser le parti (proportionnelle, rotation mandats).

Nous avons proposé à la Y de défendre ensemble nos positions communes. Les camarades n'ont pas voulu, mais ont intégré nos propositions pour la lutte de classe immédiate et nous avons donc voté leur « feuille de route » (priorité aux luttes). Nous regrettons qu'une majorité (X, W, CCR) ne l'ait pas votée. Nous proposons aux camarades Y, à toutEs celles et ceux qui le veulent, de nous concerter pour réaliser ces tâches, en convaincre les comités.

Et, pour que notre parti change d'orientation et redevienne attractif, nous renouvelons notre proposition d'une grande tendance révolutionnaire pluraliste du NPA.

Tendance Claire et délégation Z de la Meuse

RYTHMES SCOLAIRES

L'amaque
de Peillon

Il y avait déjà eu l'enfumage sur les postes, ce nouveau gouvernement faisant croire qu'il allait massivement en créer, alors qu'il ne fait qu'appliquer des rustines sur un trou béant tout en purgeant d'autres ministères. La réforme des rythmes scolaires était le deuxième dada de Peillon fraîchement nommé ministre. Grand mal lui en prit.

Après avoir encaissé une rentrée couronnée de classes surchargées dans maints endroits, un budget de rigueur en novembre, voilà qu'en décembre, on annonce aux enseignantEs du premier degré qu'il va falloir venir une demi-journée en plus dans la semaine sans diminuer leur temps de présence les autres jours. On hallucine devant la logique du ministre qui, pour réduire la fatigue des élèves, leur met une demi-journée de plus sans réduire leur présence hebdomadaire dans l'école. Peillon croit ainsi que la fatigue des enfants résulte d'un temps trop important passé derrière leur bureau. Il méconnaît ainsi la réalité de l'école de 2013 qui, malgré de nombreuses réformes pédagogiques réactionnaires, ne rime pas avec grammaire et arithmétique, mais aussi avec arts, activités sportives, éducation musicale et qu'on peut apprendre à manier la langue sans s'empiffrer d'exercices indigestes.

La goutte d'eau...

La question des rythmes scolaires a fait déborder le vase parce qu'elle sous-tend bien d'autres problèmes. La surcharge d'effectifs a des répercussions sur l'ensemble de la journée de l'élève. Que ses activités soient encadrées (temps de classe) ou plus libres (récréation, cantine), c'est toujours sous la pression du nombre que doit tenter d'évoluer chaque enfant. Pour les enseignantEs, en plus d'une attaque contre leur statut avec l'intrusion des collectivités territoriales dans le choix de la répartition d'une partie du temps scolaire, c'est aussi une demi-journée supplémentaire coûteuse en transport, en garde d'enfants, etc.

Un gouvernement se préoccupant réellement d'améliorer les conditions d'études des élèves créerait immédiatement 100 000 postes, limiterait le nombre d'élèves à 24 par classe (et 20 en ZEP), rétablirait les postes de Rased et abrogerait le livret personnel de compétence et les programmes de 2008.

Le mardi 12 février, à l'appel d'une intersyndicale large, aura lieu une journée de grève nationale. Elle est le résultat d'un mécontentement accru dans le secteur de l'éducation qui s'est matérialisé par la grève massive des enseignantEs parisiennes le 22 janvier, ainsi que dans quelques autres endroits comme le 92. Pour les enseignantEs du primaire, il s'agit maintenant d'entrer dans la grève le plus rapidement possible.

Denise Sarraute

CRISE ÉCONOMIQUE
Derrière les grandes déclarations

Pour le commun des mortels, la contagion correspond au risque qu'une maladie se transmette d'une personne à une autre. On doit sans doute aux conseillers en communication de Mario Draghi, le président de la Banque centrale européenne (BCE), une nouvelle expression : « contagion positive ». En tout cas, au Forum économique mondial de Davos qui a eu lieu fin janvier, il n'arrêtaient pas de l'utiliser. Quant à Hollande, il déclarait il y a quelques semaines que la crise de la zone Euro était « derrière nous »...

Du côté financier, États et banques centrales ont depuis 2008 déversé des milliards pour sauver les banques, aussi bien en Europe qu'aux États-Unis. Et ceci sans contrepartie, le caractère dérisoire du projet de loi bancaire élaboré par le gouvernement français en est une nouvelle illustration. Cet argent se traduit dans une très faible mesure par des crédits aux entreprises et alimente surtout la sphère financière avec les prêts aux États endettés et la Bourse. Les grands indices boursiers mondiaux ont ainsi tous terminé 2012 à un niveau plus élevé qu'au début de l'année. Comme la crise paraît momentanément stabilisée, les financiers achètent des actions pensant qu'elles peuvent monter, d'autant que les dividendes distribués par les entreprises sont élevés : 40,9 milliards, soit +5% par rapport à 2011 pour les entreprises du CAC 40.

Zone euro : récession et nouveaux craquements bancaires

Par contre, du côté de la production, c'est moins flamboyant. Certes, selon les dernières estimations du FMI publiées le 23 janvier dernier, aucune catastrophe ne se profile à l'horizon (mais le FMI peut se tromper...). Les économies chinoise, indienne et plus généralement asiatique accélèrent à nouveau tandis que l'économie brésilienne redémarre ; les USA ralentissent mais peu, et l'Euro tient le choc,

pour l'instant. Mais si l'Euro paraît sauvé, l'année prochaine, l'ensemble de la zone Euro sera selon le FMI en récession avec un fort ralentissement de la croissance allemande. Et les points de fragilité demeurent : les banques ne prêtent au secteur privé qu'à des taux élevés et les incertitudes demeurent sur leurs

(d'où une charge de 3,8 milliards d'euros pour le seul 4^e trimestre 2012). Aux Pays-Bas, l'État doit intervenir d'urgence (nationalisation provisoire ?) pour sauver le groupe financier SNS Reaal, la 4^e institution financière de ce pays, plombé par les pertes de sa filiale immobilière. En Italie, la Banca Monte dei Paschi

pour faire baisser le chômage. 12,3 millions de personnes sont officiellement au chômage en janvier 2013, auxquels il faut y ajouter 2,4 millions de chômeurs non inscrits et 8 millions de personnes à temps partiel alors qu'elles voudraient travailler à temps plein. En conséquence, en janvier 2013, près de 15% des Américains se trouvent en situation de chômage total et de sous-emploi. Le taux de chômage officiel est de 7,9% en janvier 2013, contre 9,1% en 2011, et pour l'économiste Paul Krugman, cette baisse renvoie à l'augmentation du nombre des chômeurs découragés de s'inscrire. Dans la zone Euro, en décembre dernier, le taux de chômage était de 11,7% contre 10,7% fin 2011. Chômage de masse et blocage du pouvoir d'achat sont le lot des classes populaires européennes, la Grèce et l'Espagne étant dans les situations les plus dramatiques. Un dernier indice : en 2012, en France, le principal moteur de la croissance, la consommation des ménages en produits agro-alimentaires et industriels a baissé de 0,2% en 2012. Pour les seuls produits industriels, le recul est de 0,8%, soit la plus forte baisse depuis 1993.

Pour résumer, en ce début 2013, la politique suivie en France et dans les autres pays continue de profiter aux classes dominantes et à la finance – la « contagion positive » de Draghi – et la grande masse de la population en fait encore et toujours les frais : la contagion négative !

Henri Wilno



PHOTOTHÈQUE ROUGE/DR

comptes où subsistent des créances pourries de diverses natures. Par exemple, le Crédit agricole vient ainsi d'annoncer qu'il devait faire un peu du ménage dans ses comptes parce qu'il avait acheté un peu n'importe quoi à n'importe quel prix

di Siena, troisième banque du pays, est aux abois.

Les peuples payent la facture

Quant aux populations, elles continuent de payer la crise. Aux États-Unis, les créations d'emplois sont insuffisantes

GEORGES ABDALLAH La lutte continue !



PHOTOTHÈQUE ROUGE/ROMAIN HINGANT

Dans une pétition adressée à l'ambassadeur de France à Washington, 21 membres du Congrès américain exigent des autorités son maintien en détention, faisant fis de la pseudo-indépendance de la justice française. La France est-elle sous protectorat étatsunien ? De leur côté, les autorités françaises tentent de négocier avec leurs homologues libanais les modalités éventuelles de l'expulsion de Georges Abdallah. Elles voudraient imposer que celle-

Tandis que l'État français multiplie les mesures dilatoires pour empêcher Georges Abdallah de rentrer au Liban, les pressions étatsuniennes se font plus fortes.

ci se déroule dans la discrétion absolue, sans manifestation populaire, pour celui qui est pour beaucoup de Libanais un symbole de la résistance à l'occupation sioniste. L'ambassadeur de France à Beyrouth multiplie les pressions allant dans ce sens pour dicter au peuple libanais ce que voudrait imposer l'administration américaine. Le Liban serait-il toujours sous protectorat français ?

Mobilisation de la gauche libanaise

Mais la crise diplomatique et politique engendrée par le refus obstiné de Manuel Valls de signer l'arrêt d'expulsion, qui permettrait à Georges de retrouver ses proches et son pays, ne cesse de s'approfondir, ravivant les clivages politiques. Ainsi, loin de faiblir avec les reports répétés de la justice française, les actions de protestation se multiplient, et les déclarations politiques des organisations de la gauche libanaise se radicalisent. « Tous ensemble organisons la riposte et préparons le grand jour de son retour parmi nous... Debouts, nous ne laisserons pas les Américains, les sionistes et leurs valets décider ce qui est juste pour nous ou pas ! » (déclaration de la direction du PCL à la réunion des comités de

soutien libanais à Georges Abdallah). Après d'incessants reports d'audience, d'appels du parquet et de pourvoi en cassation, une nouvelle audience à huis clos et en visioconférence doit se tenir le 28 février. L'État français ne peut plus tergiverser. Il devra choisir s'il décide de garder Georges Abdallah en otage à vie ou s'il le libère. D'ici là, c'est bien la mobilisation internationale et notre capacité ici à multiplier les actions de soutien qui seront déterminantes. Toutes les énergies, toutes les propositions doivent être exploitées. Là où n'existe pas de collectif de soutien local, il est tout à fait possible d'organiser sans plus tarder des rassemblements devant les préfectures, dans un cadre unitaire quand cela est possible. Toutes les informations permettant de confectionner du matériel d'agitation sont disponibles sur le blog du collectif pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah¹. Le temps nous est compté... Sachons répondre à l'urgence le la situation.

Solidarité internationale ! Libérons Georges Abdallah !

Alain Pojolat

1. <http://liberonsgeorges.over-blog.com/>

FONCTION PUBLIQUE

Dans la rue pour les emplois et les salaires!

Pour la première fois depuis l'arrivée de Hollande au pouvoir, les fonctionnaires étaient en grève le 31 janvier. À l'appel de la CGT, FSU et Solidaires, plus de 150 000 agents étaient dans la rue pour leurs emplois, leurs salaires et la défense d'un service public de qualité.

Sous le précédent quinquennat, les fonctionnaires ont été l'une des principales « cibles » de Sarkozy avec entre autres la mise en place de la Révision générale des politiques publiques (RGPP). Huit mois après l'arrivée de Hollande, ils espéraient eux aussi du changement en matière de politique salariale (la dernière augmentation générale remonte à 2010), d'emploi ou encore le retrait de la journée de carence en cas d'arrêt maladie. Mais le changement pour les fonctionnaires devra aussi attendre.

L'une des revendications centrales de cette journée de grève concernait les salaires qui depuis 2011 sont gelés. 20% des agents sont aujourd'hui payés au Smic, les qualifications ne sont plus respectées et reconnues. Et dans le même temps, les politiques indemnitaires ont joué contre l'emploi et les solidarités. Pour les agents de la fonction publique comme pour les salariés du privé, il est de plus en plus difficile de terminer le mois.

La deuxième revendication centrale concerne l'emploi qui devait être une priorité pour Hollande, en particulier dans l'Éducation nationale. Pourtant seulement un millier de postes ont été créés dans ce secteur et il n'y aura en fait que 7 000 enseignantEs de plus en septembre 2013. C'est une goutte d'eau par rapport aux 80 000 postes supprimés par Sarkozy et les fermetures de classe vont continuer. La situation est encore pire dans les secteurs jugés non prioritaires, car des réductions d'effectifs vont devoir y compenser les postes créés ailleurs. Dans certains ministères, par exemple aux finances publiques, deux fonctionnaires sur trois ne sont déjà pas



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / TN

remplacés. Et que dire de la santé où la politique de suppression d'emplois continue mettre en danger les patients.

Une journée en demi-teinte

À côté des revendications sur les salaires et l'emploi, l'abrogation de la journée de carence était aussi bien présente dans les manifestations. Depuis janvier 2012, le premier jour d'arrêt maladie n'est plus indemnisé. Dans sa logique de perpétuelles attaques contre les fonctionnaires, l'État employeur avait refusé la mise en place d'un système de compensation, sachant pourtant bien que 80% des employeurs du privé (exclus donc les petites entreprises) prennent en charge au travers des conventions collectives

les trois journées de carence. À l'époque, le PS avait vivement protesté contre cette mesure de Sarkozy, mais une fois arrivé au pouvoir Hollande ne l'a pas abrogé.

Cette première grève de fonctionnaires de l'ère Hollande a été une mobilisation en demi-teinte. Les taux de grévistes ont été assez contrastés, et globalement pas à la hauteur du rapport de forces nécessaire. D'ores et déjà, certains secteurs ont prévu des suites à cette première journée de mobilisation de la fonction publique. C'est le cas par exemple des enseignantEs du primaire qui seront en grève le 12 février prochain pour demander le report de la réforme sur les rythmes scolaires. Pourront-ils en entraîner d'autres?

Sandra Demarcq

LEROY-SOMER (16) À l'offensive pour les salaires

Lundi 28 janvier, à Leroy-Somer, un des principaux employeurs d'Angoulême, 250 à 300 travailleurs ont débrayé – entre deux heures et toute la journée selon les secteurs de l'usine – pour protester contre l'augmentation ridicule des salaires, suite aux négociations annuelles obligatoires (NAO). La direction voulait au départ donner en tout et pour tout...

1% en juillet! La CGT réclamait une augmentation de 5% en janvier et la CFDT 1,9% (suivant l'inflation). La semaine précédente, des travailleurs très mécontents avaient déjà débrayé spontanément. Les syndicats ont alors réclamé la réouverture des négociations et la direction avait dû faire une nouvelle proposition : +0,6% en janvier et +0,5% en juillet. Une vraie provocation pour

beaucoup d'entre nous et jeudi 24 janvier des débrayages avaient de nouveau eu lieu, notamment à la fonderie et dans plusieurs secteurs. La CGT a organisé des AG le lendemain, AG qui ont débouché sur l'appel à la grève de ce lundi. Ce jour, une manifestation nombreuse et dynamique a rassemblé plusieurs centaines de travailleurs devant le siège social

de Sillac pour interpellé directement le patron. Le mouvement s'est poursuivi de façon variable dans l'après-midi avec les équipes du soir. Pour les travailleurs, la suite du mouvement pour une augmentation conséquente des salaires reste à construire. Crise ou pas, Leroy-Somer peut et doit payer!

Correspondant

CANDIA (72) À Paris contre la fermeture de l'usine

Mardi 29 janvier, les salariés de Candia du Lude (72) étaient à Paris avec les autres entreprises en lutte contre les licenciements (cf. *Tout est à nous!* n°180). Pour rappel, ce sont 332 emplois qui vont être supprimés sur les trois sites de Candia en France, dont 190 en Sarthe.

Un car est parti au petit matin pour rejoindre tout d'abord les Virgin sur les Champs-Élysées. Des boissons lactées ont été distribuées aux gens qui passaient en appelant au boycott de tous les produits Candia, une action particulièrement appréciée. Nous



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

sommes ensuite partis rejoindre le ministère du Travail pour manifester, manifestation s'est transformée en rassemblement car toutes les voies avaient été bloquées par les forces de police... Cela a permis de nous faire entendre et de médiatiser notre conflit. Des liens ont été tissés entre les différentes boîtes en lutte, permettant ainsi de se sentir moins isolés, de comprendre la logique d'ensemble du patronat et également de commencer à préparer le « tous ensemble ». À notre départ, en fin d'après-midi, touTEs les salariéEs étaient satisfaitEs de la journée et le car

a même défilé dans l'usine à notre arrivée (usine dont les salariéEs avaient négocié qu'elle soit « en maintenance » ce mardi afin de permettre à un maximum de personnes de venir). Depuis cette journée de convergence, la liaison entre les différentes entreprises en lutte continue localement. Au Mans, des contacts ont été pris avec Renault pour envisager des actions communes. Parce que nous avons les mêmes intérêts, c'est comme cela que nous pourrions faire reculer tous les patrons voyous et les actionnaires.

Hugo Perlutti

ARCELORMITTAL

Florange, Liège, Luxembourg: même combat!

Le capitalisme ne connaît pas de frontières et les attaques portées contre les travailleurs de Florange par ArcelorMittal non plus. Ainsi les salariéEs du groupe à Liège ont appris qu'après avoir fermé les hauts-fourneaux, promis d'investir 138 millions d'euros sur la partie froide, ArcelorMittal décidait finalement fin janvier de fermer 7 des 12 lignes de production pour la partie froide, touchant directement 1 400 salariéEs.

Le scénario de Liège semble être celui de Florange avec quelques mois d'avance. Demain, on apprendra sans aucun doute que finalement la partie froide de Florange est également remise en cause. Évidemment, la crise et la surcapacité de production européenne seront évoquées, sans en expliquer les raisons, notamment le fait que des millions de tonnes ont peut-être été produites sans aucune planification et contrôle populaire. Et ce n'est pas en ayant placé sa branche bancaire européenne en Belgique – ce qui lui a permis, grâce à des avantages fiscaux, de ne payer que 81 millions d'euros d'impôts en 4 ans sur 5,8 milliards d'euros de profits (1,4%! – que le groupe ArcelorMittal va nous convaincre qu'il souffre.

En France comme en Belgique, les deux gouvernements socialistes agissent de la même façon : agiter la création d'une loi qui soi-disant obligerait une entreprise « viable » qui veut fermer à vendre à un repreneur.

Éviter les dangers

Les travailleurs belges ont répliqué fortement à cette annonce. Mais on peut avancer trois dangers auxquels les travailleurs doivent être attentifs. Premièrement, ne laisser aucune ambiguïté sur l'abandon des travailleurs par les gouvernements dirigés par les partis socialistes en Europe qui n'ont aucune volonté politique de les défendre. Que ce soit Marcourt, ministre wallon de l'économie ou Montebourg en France, ils ne veulent pas se battre contre un groupe privé.

Ensuite, ne pas se laisser tromper en laissant penser que tel repreneur potentiel aurait de meilleures attentions pour les travailleurs que Mittal. Peut-on croire qu'un groupe qui se proposerait de racheter un site sidérurgique le ferait pour faire plaisir aux salariéEs et ne chercherait pas à casser les acquis sociaux? Dans une « concurrence libre et non faussée », règle d'or du marché, nous paierons toujours les pots cassés. Enfin, après les attaques en France, Belgique et Luxembourg (où deux sites sont fortement menacés, soit 700 emplois), la stratégie doit être double. Faire converger tous les travailleurs du groupe en lutte dans des mobilisations communes et des pratiques militantes partagées, ce qui n'existe quasiment pas aujourd'hui. Faire la jonction avec les autres entreprises en lutte pour un mouvement général et durable (Sanofi, Virgin, Renault, Ford Genk en Belgique...) et mettre ainsi en place la convergence des luttes.

Cédric

Les comités en action !

Perpignan (66) : collectif unitaire contre la guerre au Mali

À l'initiative de militants d'associations antiracistes et/ou anti-impérialistes (Mouvement de la Paix, ASTI 66, Association France Palestine Solidarité 66, CNT 66) et d'organisations politiques (NPA, PG, FASE, Rassemblement des Travailleurs), une déclaration commune a pu voir le jour contre l'intervention française au Mali : « Condamnons l'état de guerre, troupes françaises hors du Mali ! ».

Après avoir dénoncé les arguments habituels qui, sous prétexte de lutte contre le terrorisme intégriste, justifient des interventions militaires qui ne font en réalité que l'alimenter, l'appel révèle « les véritables motifs économiques et politiques de cette guerre » : « la réaffirmation de l'emprise politique et économique française sur le continent africain. »

L'appel insiste aussi sur ses conséquences : « La vérité, c'est que pendant que le pays est spolié de ses richesses par les compagnies multinationales et les États occidentaux, la population malienne est maintenue dans une misère intolérable (...). C'est la discrimination contre toutes les minorités. Le peuple touareg dont les droits sont bafoués ne doit pas être la victime de cette guerre (...). Et quel sera le sort réservé en France aux sans-papiers maliens ? Combien d'entre eux sont en ce moment menacés d'expulsion par les mêmes Valls et Ayrault qui piétinent sans vergogne la terre du Mali avec leur guerre néocoloniale ! »

Le collectif unitaire prépare plusieurs initiatives pour mobiliser tous ceux qui refusent le poison du social-chauvinisme et veulent s'opposer à leur propre impérialisme.

Montpellier (34) : étendre la solidarité avec les sans-papiers

Après l'action devant le local du PS le mercredi 16 janvier (cf. *Tout est à nous!* n°179), c'est 150 personnes qui se sont rassemblées devant la préfecture samedi 26 janvier afin de dénoncer la politique du gouvernement à l'encontre des étrangers. Rassemblement à l'appel de : Amoureux au Ban public, Cimade, CGA, Coordination des comités de soutien aux Sans-papiers, D'ailleurs nous sommes d'ici, EÉLV, LDH, NPA34, PG, Réseau Éducation sans frontières 34, Solidaires 34... Nous y avons énuméré les hauts faits du gouvernement : centres de rétention, expulsions, circulaire restrictive, maintien dans le dispositif européen Frontex, chasse aux Roms, etc et rappelé que le gouvernement se place sur le même terrain idéologique que la droite et l'extrême droite, faisant de l'immigration un problème. Au son d'une batucada, nous avons ensuite manifesté derrière une banderole unitaire « faut-il mourir pour avoir des papiers ? » pour rejoindre le rassemblement pour l'égalité des droits. Pour nous il était important de montrer que l'égalité des droits c'est pour tout le monde ! Nous avons diffusé un tract remettant en cause les « idées fausses » concernant l'immigration sur lesquelles s'appuie le gouvernement pour mener sa politique. L'accueil a été très positif.

La réussite de ces actions de solidarité avec les sans-papiers montre l'indignation que la politique du gouvernement a suscitée. Il s'agit maintenant de se donner les moyens de construire dans la durée un rapport de forces permettant d'arracher de vraies améliorations pour les sans-papiers et de remettre en cause le climat raciste. Un élément pour avancer dans ce sens serait que les réseaux qui ont construit dernièrement la solidarité avec les grévistes lillois et les sans-papiers discutent d'une date nationale de mobilisation et d'action dans les différentes villes. Pourquoi pas pour l'anniversaire de l'élection de Hollande en mai ?

Face aux annonces de fermetures d'entreprises, de suppressions de postes, de chantage à l'emploi, les réactions locales n'ont pas manqué.

Rien que pour ce mois de janvier, on peut décompter, en examinant la presse régionale, des dizaines d'entreprises où les salariéEs ont fait grève et continuent de le faire. Ceux de Virgin, Sanofi, PSA ont eu une audience nationale, heureusement. Mais combien de luttes invisibles ?

Sait-on que les salariéEs des papiers spéciaux Lana (Strasbourg) font toujours des rondes autour de l'usine pour empêcher l'enlèvement des machines ? Que ceux des plaques de verre Euroglas (Hombourg dans le Bas-Rhin) étaient en grève les 22 et 23 janvier ? Que les 110 salariés du lait Candia de Saint-Yorre (Allier) ont décrété le blocage de l'usine le 17 janvier, ont dû le lever le 24, mais appellent au boycott des produits Candia pour protester contre la fermeture du site, comme ceux du Lude, dans la Sarthe ? Que la fonderie SBFM (Caudan dans le Morbihan), filiale de Renault, était en grève le 22 janvier à l'occasion de l'annonce des suppressions de postes chez Renault ? Que les salariéEs des transports Keolis (Woippy en Moselle) sont en débrayages quotidiens depuis le 23 ? Que ceux du carrossier Durisotti (Sallaumines dans le Pas-de-Calais), fournisseur de PSA et Renault, étaient en grève depuis le 17 janvier – et l'étaient encore le 21 – contre 121 suppressions d'emplois ? Que sous le coup d'un PSE l'usine de surgelés Allis (Falaise dans le Calvados) a été bloquée le 15 janvier, et remise en grève le 21 ? La liste serait longue.

De l'utopie au possible

Mais quand des militantEs, ici ou là, proposent la convergence des luttes à leurs camarades de travail, dans leur structure syndicale ou dans des AG, ils reçoivent souvent un acquiescement poli,

mais incrédule. « D'accord, mais comment faire ? ». Encore un slogan de gauchistes disent bien des responsables syndicaux. Bref, de l'utopie.

Sauf que, sauf que... le 23 janvier, à Renault-Flins, 250 grévistes de PSA Aulnay sont venus fraterniser avec les salariéEs de Renault (cf. *Tout est à nous!* n°180). Les grilles cadenassées sont tombées. Les ouvriers de Peugeot sont tombés dans les bras de leurs camarades de Renault, beaucoup avait les larmes aux yeux. Et pour une fois des millions d'autres salariéEs ont été témoins de cette convergence en action, en regardant les reportages dans les journaux télévisés. Des ouvriers de PSA, de retour dans leurs cars, disaient : « voilà, c'est la boule de neige... On va faire boule de neige... ». Les ouvriers de Renault Cléon ont observé de près la rencontre, et la semaine suivante ont accueilli à leur tour ceux de PSA. Sans oublier la journée de convergence des manifestations à Paris le 29 janvier.

Ce que les confédérations ne confédèrent pas ni même ne fédèrent, la base songe à le faire elle-même. Oui, la convergence des luttes, dès qu'elle commence à se concrétiser, est sacrément convaincante. Soyons donc réalistes : ne demandons pas, mais faisons ce que certains disaient impossible.

Flore Esse

campagne emploi

La boule de neige



PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB



DANIEL Bensaïd Lancement du site internet

Judi 31 janvier avait lieu la soirée inaugurale du site internet consacré aux écrits de Daniel Bensaïd. Organisée par l'association Daniel-Bensaïd, la société Louise-Michel et la revue Contretemps, la réunion a permis un salutaire retour sur une pensée toujours vivante et précieuse.

Devant un public nombreux, intellectuel et militant, une première prise de parole de Philippe Pignarre de la société Louise-Michel a permis d'évoquer la sagacité et la pertinence du penseur de la discordance des temps. Francis Sittel a ensuite présenté l'activité de Daniel autour de la publication *Contretemps* à laquelle il était très attaché. Point d'orgue de la soirée, Sophie Bensaïd a dans le détail présenté le site internet et ses multiples possibilités. Site multilingue, celui-ci est découpé en cinq départements : articles, livres, multimédias, biographie et échos. Compilant des articles écrits entre 1968 (forcément...) et 2010, chacun d'entre eux est accessible dans un classement chronologique mais aussi dans le cadre d'un moteur de recherche multicritères (thèmes, mots clés noms propres). Les articles peuvent aussi être affichés, envoyés ou imprimés au format PDF. Dans le reste du site, on trouve une présentation exhaustive de tous les livres de Daniel, une série de documents multimédias (audio et vidéo) où il est toujours plaisant de se replonger, une notice biographique accompagnée de photographies et bien d'autres choses encore. Pour conclure

cette rapide visite, la rubrique « écho » présente les livres et contributions consacrées à l'analyse des travaux de Daniel après sa disparition. Loin de figer la pensée du philosophe militant, ce site internet est un outil indispensable pour penser et analyser le monde afin de le trans-

former. « Pour bâtir une nouvelle société, solidaire et réellement démocratique, nous sommes déterminés à ne plus subir, à nous regrouper et à prendre parti » écrivait-il avec notre camarade Olivier Besancenot dans leur livre *Prendre parti!*. Un engagement qu'il a su insuffler au NPA dès sa fondation et qui reste toujours d'actualité.

Manu Bichindaritz

Site internet : <http://www.danielbensaid.org/>
Adresse mail : assosdanielbensaid@gmail.com

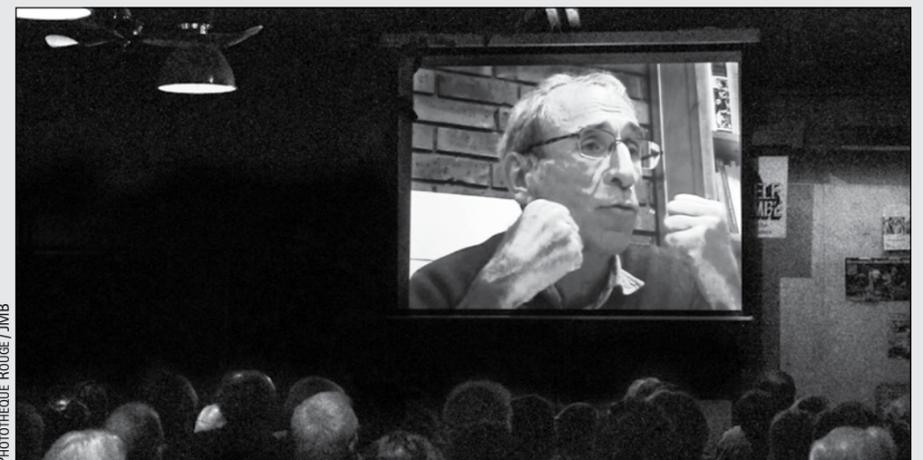


PHOTO THÉÂTRE ROUGE / JMB

MARSEILLE «the place to go» en 2013

Face à la Bonne Mère, le « Pavillon M » est un beau bâtiment faisant office de point névralgique de l'opération « Marseille-Provence 2013 » (MP2013). Choisie pour être capitale européenne de la culture, la ville a investi 3 millions d'euros pour un édifice qui ne durera que le temps de « l'année capitale »...

Les débats ont été certes en apparence houleux, mais PS et UMP font front commun pour défendre l'année 2013, censée faire rayonner Marseille à travers le monde, devenant ainsi «the place to go». D'un point de vue critique et populaire pourtant, la réalité tranche avec cet unanimité autour de la vitrine culturelle: une chasse aux pauvres et aux cultures alternatives et urbaines.

Des millions pour une opération de com'

La visite du Pavillon M en est une illustration caricaturale. Les expositions permanentes et animations multimédias évitent ainsi soigneusement d'évoquer des emblèmes marseillais un peu trop gênants. Lorsque le chapitre « culture » oublie la place du rap dans la ville et que le volet « histoire » met de côté les immigrations postcoloniales, c'est pour mieux laisser place à un coup de com' à 2 millions d'euros sur l'opération Euromed. Ce nouveau pôle financier, construit sur les ruines d'anciens quartiers populaires, a du mal à démarrer. Après avoir fait fermer de nombreux lieux associatifs qui faisaient vivre tant bien que mal



les nuits marseillaises (coupes de subventions, répressions administratives et policières), le centre ville s'est ainsi déplacé des quartiers populaires vers le nouveau quartier d'affaire. La soirée inaugurale « offrait » ainsi aux Marseillais une vingtaine d'activités culturelles dont les trois quarts étaient concentrées dans ce nouveau centre. Quelle belle opération que de voir les 400 000 participantEs, issus de toutes les couches sociales, faire – mollement – la fête entre des bâtiments dont certains de leurs amiEs, parents ont été expulsés les années précédentes...

Dans les quartiers, ça bouillonne

Continuons la visite. Un peu plus au nord, entre les tours de béton, MP2013 n'a pas oublié les habitantEs des cités, et eux non plus n'ont pas oublié MP2013. C'est dans le Grand Saint-Barthélémy, cité à l'identité militante affirmée depuis longtemps, qu'a été donné le coup d'envoi de l'expression critique et populaire. MP2013 voulait y implanter l'un des 13 « Quartiers Créatifs » censés « apporter » la culture dans les quartiers et rectifier le tir d'une programmation concentrée de manière trop visible sur le centre ville.

Fort d'un tissu associatif qui n'a pas besoin qu'on lui donne des leçons de culture mais plutôt des subventions, mobilisé depuis deux ans pour faire face aux dangers de l'opération de rénovation urbaine en cours (cf. *Tout est à nous!* n° 143), les acteurs associatifs se sont mobilisés pour critiquer de manière globale le projet. Les « Quartiers Créatifs » sont annoncés clairement dans leur convention d'objectif comme devant permettre de « valoriser les changements urbains » et ainsi masquer les conflits sociaux. Concertation inexistante, budget de 420 000 euros pour un jardin artistique

éphémère, aucune retombée économique pour les associations et les habitantEs... la critique du projet a permis aux associations de faire de nouvelles propositions pour un développement culturel, urbain et économique pérenne. Cette nouvelle mobilisation a permis d'attirer quelques médias nationaux et de bousculer les éluEs. La réponse ne s'est pas fait attendre et Valérie Boyer, députée UMP et élue municipale en charge de la politique de la ville et des rénovations urbaines, s'est empressée de comparer les associations à une mafia.

Si vous « descendez à la capitale », ne boudez pas votre plaisir. Visitez les expositions et profitez des spectacles... et des 91 millions d'euros investis qui s'ajoutent aux centaines de millions d'euros d'équipements. Mais à une condition: venez voir les coulisses, les quartiers populaires et leurs associations, les « petits lieux » culturels qui tentent de s'organiser ou encore le festival « Paroles de Galère », autofinancé et militant. Bref, Marseille n'a pas attendu 2013 pour être une ville riche culturellement, populaire et fière de ses immigrations. Si « l'année capitale » souhaite tourner le dos à cette histoire et à cette identité, cela ne nous découragera pas de vous faire visiter la Marseille des résistances.

Kevin Vay

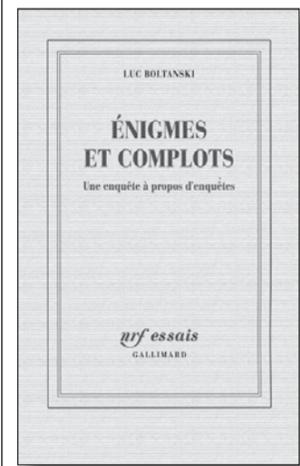
Pour lire cet article dans son intégralité:
<http://blogs.mediapart.fr/blog/kevin-vacher>

Essai

ÉNIGMES ET COMLOTS. UNE ENQUÊTE À PROPOS D'ENQUÊTES

LUC BOLTANSKI,

Gallimard « nrf essais », 2012, 23,90 €



Certainement connu des lecteurs et lectrices de *Tout est à nous!* pour ses interventions devant la Société Louise-Michel et l'université du NPA (celle de 2011, « Pourquoi ne se révolte-t-on pas, pourquoi se révolte-t-on ? » a été publiée dans le n° 15 de *Contretemps*), Luc Boltanski l'est sans doute aussi pour l'intérêt de ses ouvrages, notamment *De la critique. Précis de sociologie de l'émancipation* (2009), au titre sans équivoque. On se sentira certainement étonné ou pris « à rebrousse-poil » à la lecture de son nouveau livre consacré aux fictions policières et au roman d'espionnage dans leurs ressorts élémentaires, leurs rapports avec le délire « paranoïaque » et leurs liens avec l'enquête sociologique. Luc Boltanski montre tout ce que ces genres romanesques doivent à l'État moderne, dans son histoire comme dans sa logique, jusqu'à formuler sa « métaphysique politique » fondée sur le soupçon généralisé. « Le détective, c'est l'État en état d'exception ordinaire. » Il est dans « la structure du roman policier d'introduire, par le truchement d'une énigme, un doute sur la stabilité et la cohérence de la réalité, puis de l'apaiser en faisant intervenir l'État. » « Ce que le roman d'espionnage veut nous dire, son ressort principal, c'est que l'État est toujours en guerre, toujours menacé. » « Dans le roman d'espionnage peut-être plus encore que dans le roman policier, une attitude mentale dans laquelle on pourrait facilement reconnaître, dans des conditions normales, l'indice d'une personnalité dite paranoïaque s'avère bien fondée. » « C'est le fait de voir la réalité échapper aux efforts de l'État pour la connaître et la stabiliser qui suscite l'inquiétude et l'excitation dont se nourrissent le roman policier et le roman d'espionnage. » Ne voit-on pas en effet ces lectures de divertissement appeler souvent les plus graves soupçons?

Gilles Bounoure

RADIO

HISTOIRE DES FEMMES

Radio en balado-diffusion France Culture a diffusé en décembre et janvier tous les matins à 6h une histoire des femmes en feuilleton, écrite et dite par l'historienne féministe Michèle Perrot dans le cadre de l'émission « Un autre monde est possible » de Tewfik Hakem. Les thèmes les plus variés ont été abordés: les femmes dans le monde arabe, en Inde, dans le cinéma, la bande dessinée, etc. Une émission a été consacrée au livre de notre camarade Sandrine Charlemagne « Mon pays étranger », les femmes dans la guerre et la Résistance, les femmes et l'humour, dans la création, à Montréal, au Mali... 25 émissions au total à écouter sans modération dans le métro ou dans les files d'attente.

Catherine Segala



POESIE

« VINGT-NEUF VISIONS DANS L'EXIL » de Brahim Hadj Slimane

La courte échelle / éditions transit (2 place Francis-Chirat, 13002 Marseille), 9 euros
Journaliste, poète, réalisateur de documentaires, homme de théâtre algérien, Brahim Hadj Slimane vient de publier cet ouvrage préfacé par Bernard Noël, accompagné de dessins de Abdellatif Zoumi. « Le vieux monde se meurt. Le nouveau monde tarde à paraître. Et dans ce clair-obscur, les monstres surgissent ». C'est par cette phrase de Gramsci que s'ouvre ce recueil dédié à Ousmane Redouane, militant syndicaliste et révolutionnaire décédé en 2007. Avec de multiples références historiques, musicales et poétiques, il témoigne des années noires et, bien au-delà, de toutes les violences faites au peuple algérien.

Rencontre avec Brahim Hadj Slimane à la librairie La Brèche
Mardi 12 février à partir de 18 h 30



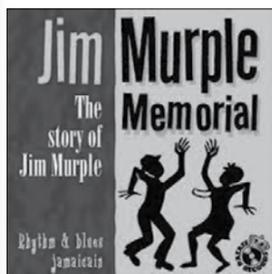
MUSIQUE

« TAKE YOUR FLIGHT, JIM »

Jim Murple Memorial (Neo Novo)
Bien avant la mode dit du « retromania », c'est-à-dire tous ces artistes qui sont mis à chanter et à « refaire » de la musique « comme » dans les années 60, certains passionnés avaient depuis longtemps pris le parti de continuer à faire vivre et partager les styles qu'ils adoraient, bien à l'abri du show-business et de l'opportunisme de l'industrie du disque. Écumant les salles de concert et les MJC, armé de leur nostalgie vivante pour le ska et le rocksteady jamaïcain, le boogie de La Nouvelle-Orléans ou encore la calypso de Trinidad, voici 16 ans que le Jim Murple Memorial trébale donc son bal populaire à travers la France et d'albums en albums. Ce nouvel opus ne déroge pas à la règle sur 16 titres, avec une tonalité un peu plus portée vers le rythm'n'blues. Ils sont en tournée, ne les ratez pas!

King Martov

<http://www.jimmurplememorial.com>



COMMANDEZ TOUS VOS LIVRES À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE

librairie
★ la-breche.com

27 rue Taine 75012 Paris / www.la-breche.com
Tél. : 01 49 28 52 44 / Fax : 01 49 28 52 43



S'abonner à Tout est à nous!

Par prélèvement automatique, Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez-nous le formulaire accompagné d'un RIB à : NSPAC, 2 rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

<table border="0"> <tr> <td>Hebdo</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>14 € par trimestre</td> <td>Hebdo + Mensuel</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>25 € par trimestre</td> </tr> <tr> <td>Jeunes/chômeurs précaires</td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>10 € par trimestre</td> <td></td> <td><input type="checkbox"/></td> <td>19 € par trimestre</td> </tr> </table>	Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre	Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre	<p>Désignation du compte à débiter</p> <p>CODE ÉTABLISSEMENT _____ CODE GUICHET _____</p> <p>N° DE COMPTE _____</p> <p>CLÉ RIB _____</p> <p>Date : _____</p> <p>Signature : _____</p> <p>Établissement teneur du compte</p> <p>Banque : _____</p> <p>Adresse : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p> <p>Code postal : _____</p> <p>Ville : _____</p>
Hebdo	<input type="checkbox"/>	14 € par trimestre	Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	25 € par trimestre								
Jeunes/chômeurs précaires	<input type="checkbox"/>	10 € par trimestre		<input type="checkbox"/>	19 € par trimestre								

J'autorise, par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvements trimestriels établis à mon nom, qui seront présentés par :

ORGANISME CRÉANCIER :
Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) - 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex
Numéro spécial d'émetteur : 554755

Titulaire du compte

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Ville : _____

Mail : _____

Par chèque, à l'ordre de : NSPAC, 2, rue Richard-Lenoir - 93108 Montreuil Cedex

FRANCE ET DOM-TOM

Tarif standard

Hebdo	<input type="checkbox"/>	28 €	<input type="checkbox"/>	1 an	56 €
Mensuel	<input type="checkbox"/>	22 €	<input type="checkbox"/>	1 an	44 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	50 €	<input type="checkbox"/>	1 an	100 €

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

Hebdo	<input type="checkbox"/>	20 €	<input type="checkbox"/>	1 an	40 €
Hebdo + Mensuel	<input type="checkbox"/>	38 €	<input type="checkbox"/>	1 an	76 €

ÉTRANGER
Joindre la diffusion au 01-48-70-42-31
ou par mail : diffusion.presse@npa2009.org



Le chiffre

10610

C'est le nombre de jours de prison qu'aura effectués Georges Ibrahim Abdallah à la parution de ce numéro de Tout est à nous !

BOBIGNY (93)

Un jumelage pour les luttes

Le 28 janvier, lors d'une conférence de presse, était présenté le jumelage militant et solidaire entre le syndicat CGT de la ville de Bobigny et celui des Commissions ouvrières de la ville de Rivas (située dans l'agglomération de Madrid). Les deux syndicats fixent comme objectif à leur initiative les luttes communes face à la politique d'austérité généralisée que les gouvernements et l'Union européenne imposent à tous les travailleurs.

Les syndicalistes de Rivas ont décrit la situation de leur pays : « Nous sommes à mi-chemin entre la Grèce et la France. » Baisse des salaires et des retraites, et processus de liquidation des services publics. Une récente loi interdit désormais aux mairies d'avoir recours à l'emprunt, avec comme conséquence immédiate la privatisation de leurs services publics. À Rivas seul un agent sur deux est encore fonctionnaire.

Les syndicalistes de Rivas ont également indiqué que les secteurs économiques visés sont ceux où la présence syndicale est encore significative. Là-dessus vient se greffer une augmentation de la répression à l'encontre des militants syndicaux. La prochaine étape envisagée est la limitation du droit de grève.

« Réveil syndical »

Après ce tableau, les syndicalistes de Rivas ont souligné que la date du 15 mars était une date importante et charnière, le début du mouvement des Indignés. Ce mouvement est une réponse et une critique de l'inaction des organisations politiques et syndicales vis-à-vis desquelles existait une certaine méfiance. Aux dix longues années sans mouvement d'ensemble a succédé une année 2012 avec trois grèves générales, dont la plus puissante fut celle du 14 novembre.

Les syndicalistes de Rivas ont mis l'accent sur la nécessaire convergence des luttes en donnant l'exemple des « marées », rassemblements orientés vers l'intervention directe dans un domaine spécifique comme l'éducation, la santé, etc. « On ne peut pas s'en sortir si on est divisé » ont conclu les syndicalistes de Rivas.

Correspondant

(IN)JUSTICE

Pinar Selek

Le 24 janvier, par deux voix contre une, la Cour de Justice d'Istanbul (Turquie) a condamné la sociologue féministe Pinar Selek à la prison à vie avec 36 ans de période de sûreté. Elle a par ailleurs délivré un mandat d'arrêt à son encontre car Pinar poursuit ses recherches désormais à Strasbourg. Cette condamnation scandaleuse vient de loin : Pinar Selek a été arrêtée une première fois en 1998. La police turque avait exigé alors qu'elle donne les noms des dizaines de militants kurdes qu'elle a interrogés dans le cadre de sa recherche. Elle avait refusé, a alors été accusée d'être membre du PKK puis plus tard d'être responsable d'un attentat qui n'a jamais existé... Pinar est le symbole de ce que l'État turc fait aux militants progressistes : diffamés, pourchassés, emprisonnés, sans possibilité réelle de se défendre.

Acharnement d'État

Mais le pouvoir s'acharne à faire appel. Le 22 novembre dernier, la 12^e cour criminelle d'Istanbul a annulé son propre acquittement pour vice de forme. La même peine a alors été requise : la perpétuité pour un attentat qui n'a jamais existé... Pinar est le symbole de ce que l'État turc fait aux militants progressistes : diffamés, pourchassés, emprisonnés, sans possibilité réelle de se défendre.

Un mouvement de solidarité s'est développé. Une délégation de militants strasbourgeois représentant entre autres des forces politiques (EÉLV, GU, NPA, PS, ...) et des associations (ASTI, Attac, Cimade, La Lune, ...) s'est rendue à Istanbul pour un rassemblement le 24 janvier à l'initiative du Collectif de soutien turc, avec plusieurs délégations d'autres pays. Au même moment, 200 personnes se retrouvaient en solidarité à l'université de Strasbourg. Depuis, les soutiens d'enseignants-chercheurs affluent. Le collectif strasbourgeois poursuit la mobilisation afin que la justice soit enfin respectée et que Pinar puisse, comme elle en a le souhait, retourner vivre libre et innocente à Istanbul.

Isabelle Muller

SERVICE PUBLIC DE L'EAU

Une ville de plus !

Veolia perd Rennes, ville socialiste qui passera en régie publique en 2015. Comme les autres villes qui font ce choix, le premier objectif est la baisse de la facture de l'usager et « mettre fin au paradoxe qui voulait que la ville milite pour une baisse de la consommation d'eau, alors que le délégataire a intérêt à ce que celle-ci augmente ».

Le comité rennais France Palestine Solidarité a participé aux actions et débats qui ont permis cette victoire en ajoutant aux arguments économiques la demande que Veolia soit sanctionnée pour ses agissements et violations du droit international en Palestine (les atteintes aux droits de l'homme ont été ainsi le motif du rejet de Veolia à Saint-Louis aux USA.).

Mais deux de moins...

Lyon garde Veolia en annonçant une baisse du prix... d'environ 30 centimes, alors que c'est une des plus chères de France. Mais, surtout, avec un abonnement à 25% de la facture, ce seront toujours les petits consommateurs qui paieront plus. L'estimation du collectif d'association et partis – dont faisaient partie le PCF et EÉLV mais qui ont accepté avec le PS Collomb le maintien de Veolia – indique un prix du m³ de 1,44 euros pour 120 m³ consommés et de 2.16 euros pour 40 m³.

L'agglomération de Montpellier (présidée aussi par le parti socialiste) gardera sans doute Veolia après une concertation bidon basée sur un panel de... 25 habitants (sur les 400 000 de l'agglomération). « Démocratie » confirmée : une quinzaine de militants du Collectif 34 pour une gestion de l'eau en régie publique ont été interdits d'accès à une séance publique du conseil d'agglomération !

Et la qualité ? Selon 60 millions et la fondation France Libertés¹, 400 communes au moins bénéficient de dérogations les autorisant à délivrer une eau dépassant les seuils limites en nitrates, arsenic ou autres polluants. Pour le grand profit de quelques-uns.

Isabelle Guichard

1. www.prixdeleau.fr

LE NPA EN CONGRÈS



Notre parti a tenu son deuxième congrès à Saint-Denis du vendredi 1^{er} au dimanche 3 février. Vous en trouverez un compte rendu dans le dossier central de ce numéro.

“ NO COMMENT ”

*C'est ce qui me révolte le plus (...)
Donner le droit de vote à des personnes
qui haïssent la France, qui détestent la
laïcité, qui refusent nos lois... Quand
vous pensez qu'il y a des ressortissants
de pays dont la religion s'impose à
toutes les règles, quelles qu'elles soient !*

CHRISTIAN ESTROSI, DÉPUTÉ UMP, sur Europe 1 le 30 janvier
à propos du droit de vote des étrangers

”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
diffusion.presse@npa2009.org
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil Cedex
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 6 500 exemplaires
Société éditrice : Nouvelle Société de presse,

d'audiovisuel et de communication (NSPAC)
SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication :
Ross Harrold
Maquette : Ambre Bragard
Impression :
Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr

IMPRIM'VERT®